

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SEIZIÈME SESSION

Documents officiels



1058^e
SÉANCE PLÉNIÈRE

Lundi 20 novembre 1961,
à 15 heures

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
Points 88 et 22 de l'ordre du jour:	
La situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (suite)	759
Assistance à l'Afrique (suite):	
a) Programme des Nations Unies pour l'indépendance	

Président: M. Mongi SLIM (Tunisie).

POINTS 88 ET 22 DE L'ORDRE DU JOUR

La situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (suite)

Assistance à l'Afrique (suite):

a) Programme des Nations Unies pour l'indépendance

1. Le **PRESIDENT**: Avant de donner la parole au premier orateur inscrit sur ma liste, je voudrais attirer l'attention de l'Assemblée sur un projet de résolution [A/L.366 et Add.1] qui a trait au point 66 de l'ordre du jour, c'est-à-dire à la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

2. M. PADILLA NERVO (Mexique) [traduit de l'espagnol]: Que le Président veuille bien me permettre d'abord, tout en réaffirmant le plaisir que nous éprouvons à voir les débats de l'Assemblée présidés par un homme d'Etat aussi éminent, de dire que ma délégation a un autre motif particulier de satisfaction. Je veux parler de la décision que nos gouvernements respectifs viennent de rendre publique et aux termes de laquelle le Mexique et la République tunisienne, désireux de resserrer les liens qui existent entre ces deux pays et de renforcer l'amitié qui unit leurs deux peuples, sont convenus d'établir entre eux des relations diplomatiques. Nous venons une fois de plus à cette tribune pour joindre notre voix — la voix du Mexique — à celles de tous les peuples de la terre qui proclament leur droit à la liberté, à l'indépendance, à l'exercice de leur souveraineté et à l'intégrité de leur territoire national.

3. J'ai déjà dit précédemment que les hommes d'aujourd'hui ont un rôle à jouer dans l'avènement d'une ère nouvelle caractérisée par deux forces également impétueuses et prometteuses. L'une est l'impulsion irrésistible qui porte les peuples à la liberté et à la liquidation du colonialisme; l'autre est la puissance de la science et de la technique qui ouvre à l'homme la voie de l'espace extra-atmosphérique.

4. La première de ces forces est une force révolutionnaire et unificatrice, indépendante de toutes considérations politiques et idéologiques; elle s'impose avec une urgence qui l'emporte sur les conflits internationaux et tous les Etats, les plus grands comme les plus petits, s'en réclament.

5. A maintes reprises au cours des 16 années qui se sont écoulées depuis la création de l'Organisation des Nations Unies, nous avons lutté pour favoriser la prospérité des habitants des territoires non autonomes, leur progrès politique et économique, et pour leur évolution vers l'autonomie et l'indépendance. Le peuple mexicain, depuis qu'il a conquis son indépendance il y a 150 ans, a toujours soutenu avec persévérance le principe de la libre détermination, consacré par la Charte, et le principe de la non-intervention qui en est le corollaire. Notre conviction et les efforts que nous avons déployés en faveur des légitimes aspirations qui portaient les peuples dépendants vers leur libération se sont manifestés dans tous les actes de la délégation du Mexique, tant au Conseil de tutelle qu'à la Quatrième Commission et à l'Assemblée générale.

6. A cette même tribune, le Président du Mexique, M. Adolfo López Mateos, a déclaré il y a deux ans [828^e séance]: "Pour nous, la liberté de l'individu et la liberté des nations sont inséparables et complémentaires. Les nations ne peuvent être libres que si les hommes qui les composent sont eux-mêmes libres, et les individus ne peuvent être libres que s'ils vivent dans un pays libre. La révolution mexicaine, la première qui ait triomphé dans ce siècle, a ajouté à ce concept traditionnel un principe nouveau: la liberté individuelle s'épanouit pleinement dans la justice sociale. C'est ainsi que mon pays a lutté pour l'indépendance des nations, la liberté des individus et la justice sociale pour les collectivités."

7. Nous avons exposé ces principes et d'autres principes semblables chaque fois que nous avons jugé opportun de réaffirmer les idéaux de liberté qu'ils contiennent. Le 24 octobre dernier, lors de la célébration du dix-septième anniversaire de la création de notre organisation mondiale, le Ministre des relations extérieures de mon pays, M. Manuel Tello, a déclaré à Mexico: "Un autre problème auquel les Nations Unies doivent faire face est celui des colonies. Le Mexique a toujours été et reste partisan convaincu de la liquidation définitive du système colonial. Cependant, la liquidation d'une colonie doit répondre à une fin nette et précise: la prospérité de ses habitants par l'exercice de leurs droits souverains."

8. L'an dernier, dans sa résolution 1514 (XV), l'Assemblée générale a proclamé solennellement la nécessité de mettre fin au colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. L'an dernier, nous nous sommes fixé un but; cette année, nous cherchons la voie à suivre pour l'atteindre.

9. L'histoire nous enseigne que les cris d'indépendance ne marquent pas la fin mais le début de la lutte. C'est dans l'exercice de la liberté qu'on défend la liberté. Accéder à l'indépendance, c'est parvenir à un point de départ, au début d'une lutte sans fin pour la défense de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de la justice sociale, des droits et des libertés fondamentales de l'homme. Pour gagner cette bataille, il faut l'avoir préparée et avoir les moyens de la mener.

10. Les Nations Unies doivent aider, avec conviction et clairvoyance, à gagner cette bataille. Les groupements humains qui peuplent les nombreux territoires encore dépendants ne sont pas tous parvenus au même niveau de développement politique, culturel et social. Ils n'ont pas tous au même degré, ou à un degré sensiblement le même, la capacité et les moyens de résister aux forces hostiles de l'intérieur ou de l'extérieur. Des situations différentes et des circonstances différentes nécessitent une aide appropriée à chaque cas particulier. L'Assemblée générale a réaffirmé qu'elle était convaincue que tous les peuples ont un droit inaliénable à la pleine liberté, à l'exercice de leur souveraineté et à l'intégrité de leur territoire national, et elle a reconnu le désir passionné de liberté de tous les peuples dépendants.

11. Il y a déjà de nombreuses années, le Mexique a soutenu, à cette même tribune, que l'existence de vastes groupements humains privés du droit fondamental des peuples à la libre détermination politique ne pouvait que peser lourdement et dangereusement sur les destinées, toujours plus étroitement mêlées, de tous les Etats, et particulièrement sur la responsabilité morale de l'Organisation des Nations Unies. Aucune considération juridique, aucune explication de nécessité politique du moment ne peuvent persuader les peuples qui se sentent aptes à exercer leur droit à la souveraineté de renoncer à leurs aspirations ou d'en remettre à plus tard la réalisation.

12. Nous restons, comme nous l'avons toujours été, partisans convaincus de la liquidation du système colonial. Nous pensons cependant que dans ce processus d'importance capitale, qui met en jeu le bonheur de millions d'êtres humains, l'Assemblée doit agir sans perdre de vue que l'indépendance, tout en constituant une fin en soi, doit aussi permettre aux populations de réaliser leur progrès politique, économique et social, dans l'exercice de leur souveraineté.

13. La coopération sincère et désintéressée des Nations Unies est indispensable pour mener à bien cette œuvre gigantesque de manière ordonnée et féconde. Dans l'introduction à son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation [A/4800/Add.1], le Secrétaire général, M. Hammarskjöld, parlant des principes démocratiques fondamentaux énoncés dans la Charte, s'est exprimé en ces termes:

"La résolution sur le colonialisme adoptée par l'Assemblée générale à sa quinzième session peut être considérée comme proclamant de nouveau dans son ensemble, et de façon plus détaillée, le principe énoncé dans la Charte. Jusqu'à présent, cette évolution s'est traduite par la création d'un grand nombre de nouveaux Etats nationaux et par une augmentation révolutionnaire du nombre des Membres de l'Organisation."

14. L'Assemblée doit maintenant s'attaquer à la tâche qui consiste à donner effet à la résolution sur le colonialisme, résolution que le Secrétaire général

a considérée comme un nouvel énoncé d'un principe fondamental contenu dans la Charte. Dans les circonstances présentes, je crois qu'il est opportun et peut-être même indispensable de rappeler l'analyse profonde et objective que le Secrétaire général a placée dans l'introduction précitée à son rapport annuel, car cette analyse fait état d'une expérience amère dont nous avons tous été les témoins et contient une mise en garde solennelle à laquelle nous devons tous prêter attention:

"C'est à propos de conflits concernant l'évolution vers la pleine autonomie et l'indépendance que l'Organisation a eu à faire face à ses tâches d'ordre exécutif les plus complexes. C'est aussi à propos de l'action exécutive dans ce domaine que les diverses conceptions de l'Organisation, ainsi que de ses décisions et de sa structure, s'affirment de la façon la plus nette. Pour ce qui est de cet aspect particulier des travaux de l'Organisation, ce n'est pas, comme à l'habitude, entre les intérêts des différents blocs que le front a été tracé, mais plutôt entre, d'une part, un grand nombre de nations ayant des objectifs bien naturels, surtout pour celles qui récemment encore se trouvaient sous la domination coloniale ou sous quelque autre forme de domination étrangère, et, d'autre part, un petit nombre de puissances ayant d'autres objectifs et d'autres intérêts dominants. Cela peut se comprendre si l'on considère qu'une majorité de nations souhaitent se tenir à l'écart des conflits de grandes puissances, tandis que les blocs ou les grandes puissances cherchent à assurer leurs positions et leur sécurité en faisant des efforts pour maintenir ou étendre leur influence dans les régions nouvellement apparues sur la carte politique.

"On pourrait donner de nombreux exemples de la façon dont cette confrontation influe sur les prises de position à l'égard du problème des fonctions exécutives de l'Organisation. Peut-être serait-il indiqué, à ce sujet, de dire un mot en passant du problème du Congo et des activités des Nations Unies dans ce pays. Diverses puissances et divers intérêts non africains ont vu dans la situation au Congo la source possible d'une évolution capable d'avoir des répercussions sensibles sur leur position internationale. Ils ont donc eu tout naturellement des idées très arrêtées sur l'orientation qu'ils souhaitaient voir donner à cette évolution au Congo et -- l'absence de traditions politiques dans le pays aidant, comme aussi l'absence de cette stabilité que les institutions politiques ne peuvent acquérir qu'avec le temps et l'expérience -- la voie était libre pour quiconque voulait influencer sur les événements en soutenant telle ou telle faction ou telle ou telle personnalité. Fidèle à ses principes, l'Organisation des Nations Unies ne pouvait se laisser guider dans son opération que par l'intérêt des Congolais et par leur droit de décider librement de leur avenir, en pleine connaissance de cause et sans ingérence de l'extérieur."

15. Nous estimons que l'Assemblée doit tenir compte des observations du Secrétaire général que je viens de citer lorsqu'elle examine les méthodes et les moyens à appliquer pour transférer tous pouvoirs aux populations des territoires non autonomes, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes, comme cela est prévu dans la résolution 1514 (XV), par. 5, de manière à réaliser la liquidation du système colonial

de façon ordonnée en tenant compte des conditions particulières de chaque territoire à l'effet d'éviter que ne se reproduisent des situations chaotiques.

16. Ma délégation est d'avis que l'Assemblée devrait être en possession de renseignements spéciaux relatifs aux différents territoires non autonomes et, à cette fin, il conviendrait peut-être de constituer une commission chargée d'étudier les conditions particulières de chacun de ces territoires et de faire rapport sur ce sujet, ainsi que sur les mesures, les normes ou les méthodes appropriées pour l'application de la résolution 1514 (XV) dans chaque cas.

17. Je crois opportun de rappeler que, dans cet hémisphère, la neuvième Conférence internationale américaine qui s'est tenue à Bogota en 1948 a créé une commission ayant des attributions de ce genre. C'est la Commission américaine des territoires non autonomes, instituée à la suite d'une déclaration qui, en ce qui concerne notre hémisphère, a énoncé 12 ans plus tôt les objectifs et les principes que les Nations Unies devaient proclamer par la suite pour l'ensemble du monde dans la résolution 1514 (XV) adoptée par l'Assemblée générale à sa quinzième session.

18. Nous espérons que les décisions que l'Assemblée générale prendra à l'issue du présent débat ne seront pas l'expression de positions politiques extrêmes, dont la mise en œuvre serait impossible ou douteuse, mais au contraire la manifestation d'un effort réel ayant pour objet — conformément à la volonté librement exprimée des peuples dépendants et avec le concours sincère des puissances administrantes — de conduire à bref délai les colonies et les territoires sous tutelle à une vie indépendante, en tant qu'Etats souverains capables de forger en toute liberté leur propre destinée.

19. Le Mexique souhaite pour tous une heureuse destinée; étant un pays américain, il réaffirme dans les termes mêmes employés par la neuvième Conférence internationale américaine^{1/} que "l'idéal qui inspira les gestes de l'indépendance de l'Amérique animera toujours nos peuples et nos gouvernements unis par l'obligation morale de lutter, par tous les moyens pacifiques en leur pouvoir, pour supprimer du continent toute situation de dépendance, quelle qu'en soit la forme, politique, économique ou juridique". Nous affirmons aussi dès maintenant que le processus historique de l'émancipation de l'Amérique ne sera pas terminé tant qu'il subsistera dans notre continent des populations ou des régions soumises au régime colonial ou des territoires occupés par des pays non américains.

20. Le peuple mexicain a toujours donné la preuve de son dévouement profond et inébranlable à la cause de la liberté; il proclame et défend le droit à l'autodétermination et le droit de tout peuple libre de se donner les règles qui lui conviennent le mieux. Il rejette toute injustice et toute forme d'hégémonie extérieure. En cette assemblée mondiale ou ailleurs, il a fait entendre sa voix en faveur des faibles et des opprimés et il a défendu toutes les causes justes. Nous appartenons à une Amérique libre que nous aimons et que nous saurons conserver toujours libre. Nos populations se caractérisent par l'absence absolue de préjugés raciaux. Depuis que nous avons accédé à une vie indépendante, la notion d'égalité entre les

Etats est toujours allée de pair avec la notion non moins généreuse d'égalité entre les hommes. Nous luttons contre les préjugés et contre les concepts funestes du régime colonial, non en tant que tels, mais parce qu'ils sont contraires à nos idéaux. Nous condamnons la pratique injuste et répugnante de la ségrégation et de la discrimination raciale parce qu'elle est contraire à notre foi en la dignité de la personne humaine, à notre nature et à notre histoire. Il y a quelques jours, notre représentant à la Commission politique spéciale a déclaré au nom de notre délégation:

"Le Mexique est en fait l'exemple le plus parfait de métissage racial et spirituel, non seulement depuis sa constitution en un Etat souverain, mais à vrai dire depuis les premiers temps de la domination coloniale. Parmi les crimes du conquérant n'a pas figuré la discrimination raciale... Le sang étranger est venu se mêler au sang indigène dès le début et sans le moindre heurt... Le fait le plus patent dans l'histoire du Mexique, c'est la participation à notre vie publique, sur un pied d'égalité totale, des trois groupes raciaux: les indigènes, les métis et les créoles. Si un pur créole, Hidalgo, est à l'origine de l'indépendance, c'est un Indien tout aussi pur, Juárez, qui a rétabli la République et qui a fondé parmi nous un Etat moderne, à jamais débarrassé d'habitudes coloniales caduques^{2/}."

21. Le présent débat, au cours duquel on affirme le droit de tous les peuples à la liberté et où l'on élabore des plans pour la liquidation du colonialisme dans le monde, est le témoignage le plus éloquent de notre espérance et de notre foi en notre destin. En fait, nous admettons la continuité de l'histoire et un avenir illimité qui perpétuent dans le temps et dans l'espace les valeurs permanentes et éternelles de la conscience humaine. Il s'agit donc d'un acte de foi universel en la possibilité nécessaire d'assurer la paix et de mettre fin à jamais au danger d'un conflit nucléaire qui menace d'effacer notre civilisation et d'éteindre notre espèce.

22. Le Mexique s'associe à cet acte de foi. Je suis monté aujourd'hui à cette tribune du monde — et c'est intentionnellement que j'y suis monté aujourd'hui 20 novembre — en tant que porte-parole humble et fidèle du peuple et du gouvernement que je représente, pour proclamer une fois de plus notre vocation de liberté.

23. Un siècle et demi s'est écoulé depuis la proclamation de notre indépendance et aujourd'hui même ma patrie commémore le 51ème anniversaire du début de la révolution mexicaine qui fut la première grande révolution sociale du XXème siècle, une révolution des Mexicains et, selon les paroles de notre président López Mateos, du Mexique et pour le Mexique.

24. Notre révolution a été un mouvement de rédemption, une offensive irrésistible contre l'injustice et la sujétion, une éruption qui a lancé dans le vent de l'histoire l'aspiration enflammée à être libre et l'invincible volonté de triompher du peuple mexicain. Il s'est imposé et il a triomphé. Les peuples qui n'ont pas peur de vivre et qui, pour vivre comme ils le veulent, n'ont pas peur de mourir triomphent toujours.

^{1/} Acte final (chap. XXXIII) de la neuvième Conférence internationale américaine, tenue à Bogota du 30 mars au 2 mai 1948.

^{2/} Cette déclaration a été faite à la 271ème séance de la Commission politique spéciale, dont les comptes rendus officiels ne sont publiés que sous forme de comptes rendus analytiques.

25. Ma présence ici, en ce 20 novembre, est un hommage à tous ceux qui combattent pour émanciper leurs peuples et pour assurer le respect de la dignité humaine. Elle est en même temps un modeste tribut aux héros de ma patrie, au peuple que je représente et qui incarne le héros suprême des luttes pour l'indépendance, le soldat vaincu des guerres de réforme, le défenseur généreux de la patrie lors des attaques et des interventions étrangères, et le créateur, dans l'épopée rédemptrice de la révolution, du Mexique moderne, d'un Mexique grand et bien nôtre, mais qui appartient à une Amérique unie et libre et qui est aussi au service de la concorde universelle.

26. Le PRESIDENT: Avant de donner la parole aux orateurs suivants, je voudrais faire savoir à l'Assemblée générale que nous avons encore une longue liste d'orateurs pour le débat en cours et que nous avons encore au moins deux ou trois questions très importantes à discuter en séances plénières. Je me permets donc d'adresser un appel aux orateurs — surtout à ceux qui ont déjà eu l'occasion de prendre la parole au cours de ce débat — pour qu'ils écourtent leurs discours dans la mesure du possible. Cela facilitera considérablement nos travaux et pourra nous amener à une heureuse conclusion de nos débats.

27. M. WAHAB (République arabe unie) [traduit de l'anglais]: Les débats qui se sont déroulés sur la question en discussion à l'Assemblée générale tant à la quinzième session que pendant les deux dernières semaines ont fait ressortir à juste titre l'importance capitale que l'on attache à cette question. Ils ont également mis en relief le vif intérêt et les préoccupations profondes que suscite le problème du colonialisme dans les cœurs et les esprits de millions d'êtres humains.

28. La résolution 1514 (XV), où figure la Déclaration adoptée par l'Assemblée générale à sa dernière session, a été considérée à juste titre comme l'une des principales résolutions adoptées par l'Organisation mondiale. Elle a rassuré les millions d'êtres humains qui n'ont pas encore recouvré leurs droits imprescriptibles à l'autodétermination et à la souveraineté nationale, sur l'intérêt que l'Organisation prend à leurs aspirations et sur sa volonté de mettre fin au problème colonial qui a causé et cause encore tant de souffrances humaines et qui fait obstacle à toute compréhension vraiment internationale et à l'établissement de relations amicales entre les nations.

29. Fait significatif, la Déclaration a été adoptée sans opposition, ce qui prouve que l'ensemble de la communauté internationale se préoccupe de mettre fin au colonialisme et est résolue à y parvenir. Fait plus significatif encore, deux grandes puissances, l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique, ont proposé à la quinzième session de l'Assemblée générale d'inscrire à l'ordre du jour deux questions importantes ayant trait au colonialisme.

30. La question proposée par l'Union soviétique a conduit à l'adoption de la résolution 1514 (XV) qui avait été rédigée par le groupe africano-asiatique. La question proposée par les Etats-Unis d'Amérique était intitulée: "Assistance à l'Afrique: programme des Nations Unies pour l'indépendance".

31. Nous espérons sincèrement que ce problème du colonialisme ne deviendra pas un objet de "guerre froide" mais qu'il constituera au contraire un terrain d'entente. Il convient de citer à ce sujet la déclaration

faite par le président Gamal Abdel Nasser à l'Assemblée nationale lorsqu'il a parlé des résultats de la Conférence de Casablanca^{3/}:

"Nous disons qu'on ne peut favoriser une heureuse issue de la lutte que mène l'Afrique en poussant ce continent dans la guerre froide qui divise les blocs de puissances. Pour que les buts visés dans cette lutte soient atteints, il faut faire de l'Afrique un terrain de rencontre où règne un esprit constructif, non un champ de bataille où s'abat la destruction et où s'opposent les blocs de puissances."

32. Dans la Déclaration que contient la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, l'Assemblée a proclamé solennellement la nécessité de mettre fin au colonialisme car, pour reprendre ses propres termes:

"La sujétion des peuples à une subjugation, à une domination et à une exploitation étrangères constitue un déni des droits fondamentaux de l'homme, est contraire à la Charte des Nations Unies et compromet la cause de la paix et de la coopération mondiales."

33. L'Assemblée générale réaffirme ainsi dans la Déclaration les principes proclamés à San Francisco en 1945 en ce qui concerne l'accession des peuples dépendants à l'indépendance nationale. Contrairement aux tentatives qui avaient été faites précédemment au cours de l'histoire des organisations internationales, les auteurs de la Charte des Nations Unies ont envisagé avec raison le problème de la paix et de la sécurité internationales d'une façon positive et constructive. Ils n'ont pas compris la paix de façon négative; ils ont compris qu'il fallait créer de façon positive les conditions de stabilité qui conduisent à la paix et à la sécurité. L'une de ces conditions principales est la jouissance de droits égaux par tous les peuples et toutes les nations, grandes et petites, l'émancipation des peuples dépendants et leur accession dans la dignité à la place qui leur revient dans la communauté des nations. Lorsqu'on a prévu le régime de tutelle et le principe de la responsabilité internationale envers les territoires non autonomes, on envisageait la liquidation du problème colonial et le passage rapide des populations de l'état de dépendance à l'état d'indépendance nationale. Le rapport entre ces deux régimes et le problème de la paix est exposé clairement au paragraphe 2 de l'Article 76 de la Charte qui stipule que l'une des fins essentielles du régime de tutelle est d'"affermir la paix et la sécurité internationales".

34. Plus de 15 ans se sont écoulés depuis que la Charte des Nations Unies a solennellement proclamé parmi ses buts, ses principes, ses objectifs et ses idéaux l'accession des peuples dépendants à l'autodétermination et à l'indépendance nationale. Lorsque l'Assemblée générale a examiné le problème du colonialisme à sa quinzième session, on a reconnu de façon générale que, si l'Organisation des Nations Unies, pendant ces 15 années, avait beaucoup aidé certains peuples dépendants à acquérir leur indépendance, il restait cependant encore des millions d'êtres humains auxquels on refusait de reconnaître ces droits inhérents à la personne humaine et qui étaient toujours asservis à la domination et à l'oppression étrangères.

35. Parfaitement consciente de ce fait douloureux et déplorable, l'Assemblée générale a jugé de son devoir

^{3/} Conférence des Etats indépendants d'Afrique, tenue du 3 au 7 janvier 1961.

d'adopter la résolution 1514 (XV). Dans cette résolution, l'Assemblée générale déclarait solennellement qu'elle était

"... persuadée que le processus de libération est irrésistible et irréversible et que, pour éviter de graves crises, il faut mettre fin au colonialisme et à toutes les pratiques de ségrégation et de discrimination dont il s'accompagne".

Afin de donner effet à cette affirmation, l'Assemblée générale déclarait donc:

"Des mesures immédiates seront prises dans ... tous ... [les] territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, sans aucune distinction de race, de croyance ou de couleur, afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes."

36. Bien que la communauté des nations ait exprimé par cette déclaration son désir et sa volonté de mettre fin au colonialisme dans toutes ses manifestations, on continue à observer dans l'histoire du colonialisme des symptômes qui ne laissent pas d'être inquiétants et profondément regrettables.

37. Si certaines puissances coloniales ont compris qu'elles ne pouvaient pas s'opposer au déferlement de la vague de liberté et s'inclinent lentement devant le désir de la communauté internationale, d'autres cherchent obstinément à maintenir leur domination par la force des armes et l'oppression.

38. Depuis que la Déclaration a été adoptée, bien des événements se sont produits. Parmi les événements heureux il faut citer: l'admission du Sierra Leone à l'Organisation des Nations Unies, le fait que le Tanganyika accédera à l'indépendance le 9 décembre, que l'Ouganda accédera bientôt à l'indépendance, que le Samoa-Occidental deviendra libre le 1er janvier prochain. Dans d'autres territoires, en revanche, la situation s'aggrave rapidement, entraînant des souffrances et des pertes de vies humaines.

39. En Algérie, la guerre de libération est entrée dans sa huitième année. Presque chaque jour, nous recevons d'Algérie des nouvelles tragiques et inquiétantes sur la violence brutale et la répression exercées par la France contre le peuple algérien. Toutes les conférences internationales ont condamné la politique française en Algérie. Les chefs d'Etat qui se sont réunis à Belgrade^{4/} en septembre 1961 ont déclaré:

"Les pays participants estiment que la lutte du peuple algérien pour la liberté, l'autodétermination et l'indépendance, et pour l'intégrité de son territoire national, y compris le Sahara, est juste et nécessaire, et sont en conséquence décidés à accorder au peuple algérien tout l'appui et l'aide possibles^{5/}."

40. En Angola, le Gouvernement portugais mène une guerre coloniale contre le mouvement de libération des Angolais et continue à intensifier son action militaire dans les territoires qu'il administre.

41. La Conférence de Belgrade a déclaré à ce propos:

"Les pays participants ont avec beaucoup d'inquiétude appelé l'attention de la Conférence sur les événements d'Angola et les intolérables mesures de répression prises par les autorités coloniales portugaises contre le peuple angolais, et ils exigent qu'il soit mis fin immédiatement à toute effusion de sang en Angola; tous les pays pacifiques, particulièrement les Etats Membres des Nations Unies, devraient aider le peuple angolais à se constituer sans retard en Etat libre et indépendant^{6/}."

42. Au Sud-Ouest africain, la politique d'apartheid reste toujours la loi fondamentale qui régit la population. Dans les Rhodésies, les Africains ne sont toujours pas représentés convenablement aux organes législatifs et exécutifs; les intérêts des Africains sont encore subordonnés à ceux de la minorité.

43. Au Congo, les puissances coloniales essaient de saboter l'indépendance qu'elles ont été forcées d'accorder en raison de l'éveil national et elles cherchent à diviser le Congo afin de recouvrer leur domination par d'autres moyens.

44. L'Oman est toujours occupé par le Royaume-Uni. Dans notre région du monde, une autre forme de colonialisme existe: un Etat artificiel a en effet été créé avec l'aide et l'appui des puissances coloniales. Il convient de citer à ce propos la déclaration faite par le président Gamal Abdel Nasser lorsqu'il a pris la parole devant l'Assemblée à la quinzième session:

"L'impérialisme suit sa propre logique ... révélée dans le crime commis contre le peuple de Palestine, [logique qui] a consisté d'une part à rompre l'unité géographique du monde arabe et d'autre part à établir, au cœur même du monde arabe, une base d'où l'impérialisme pourrait menacer les peuples arabes. Je ne crois pas qu'il en existe de preuve plus évidente que la conspiration qui a abouti à l'agression tripartite menée contre nous en 1956."
[873ème séance, par. 131.]

45. Les exemples auxquels je viens de faire allusion sont en contradiction flagrante avec les idéaux et les objectifs élevés en vue desquels l'Organisation des Nations Unies a été créée. Ils révèlent un mépris regrettable de la Déclaration que l'Assemblée générale a adoptée l'an dernier et dans laquelle elle a affirmé que "la sujétion des peuples à une ... domination et à une exploitation étrangères ... compromet la cause de la paix et de la coopération mondiales".

46. Comment les peuples africains, par exemple, peuvent-ils se sentir en harmonie avec la France, le Portugal, l'Afrique du Sud, alors que leurs frères d'Algérie, d'Angola et du Sud-Ouest africain sont actuellement soumis à des mesures de répression parce qu'ils luttent pour la liberté?

47. N'oublions pas non plus que l'Assemblée générale a stipulé dans la Déclaration précitée que des mesures immédiates seront prises, dans tous les territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes.

48. Il faut aussi remarquer que l'Assemblée générale a condamné à juste titre toute tentative inspirée par le colonialisme et visant à porter atteinte à l'unité

^{4/} Conférence des Etats non alignés, tenue du 1er au 6 septembre 1961.

^{5/} Conférence de Belgrade, 1961 (publié par la *Revue de politique internationale*, Belgrade), No 5, p. 21.

^{6/} Ibid.

naionale d'un pays, tout en prétendant lui accorder une indépendance qui n'est que nominale. Nous ne savons que trop bien dans notre région du monde, instruits que nous sommes par une amère expérience, quels dommages sont causés, quelles injustices et quelles souffrances sont provoquées par un partage illégal et injuste des pays.

49. Les tentatives visant à détruire l'unité nationale ne sont pas seulement un phénomène du passé; on y a malheureusement encore recours, comme dans le cas de l'Irian occidental qui, tout en étant une partie intégrante de l'Indonésie, est actuellement détaché du reste du territoire de l'Indonésie sous le prétexte fallacieux de la libre détermination. On s'est efforcé de présenter cette séparation en la masquant sous diverses formes, dont la plus récente est la nouvelle proposition des Pays-Bas. On ne peut qu'être frappé par la tactique habile qui consiste à essayer de faire examiner la question de l'Irian occidental dans le cadre du point 88 de l'ordre du jour, relatif à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Toutefois, cette tactique ne peut changer les faits: l'Irian occidental fait partie de l'Indonésie. Si nous devons discuter la question de l'Irian occidental à propos de ce point de l'ordre du jour, nous devons le faire en tenant compte du paragraphe 6 de la Déclaration contenue dans la résolution 1514 (XV), qui est ainsi conçu:

"Toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies."

50. Etant donné la situation qui règne dans le monde aujourd'hui en ce qui concerne le problème colonial, l'Assemblée générale doit examiner sérieusement les mesures à adopter et les dispositions à prendre pour appliquer et mettre effectivement en vigueur la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

51. Les puissances coloniales n'ont cessé de répéter que, pour pouvoir atteindre cet objectif, il fallait de nombreuses années de travail pour préparer les populations aux responsabilités et aux charges qu'implique l'indépendance. De tels arguments ont été réfutés par l'histoire qui a montré très clairement que ces arguments ne sont avancés que pour justifier une prolongation indéfinie de la domination et de l'exploitation étrangères.

52. En conclusion, ma délégation est d'avis d'accorder immédiatement l'indépendance à tous les territoires dépendants qui n'ont pas encore obtenu la pleine souveraineté et l'entière liberté, et d'instituer des dispositifs appropriés et satisfaisants pour l'application effective de la Déclaration. Ma délégation s'est donc jointe à un certain nombre de délégations africaino-asiatiques pour présenter un projet de résolution en ce sens [A/L.366 et Add.1].

M. Quaison-Sackey (Ghana), vice-président, prend la présidence.

53. M. TARABANOV (Bulgarie): En 1960, l'Assemblée générale, sur la proposition de l'Union soviétique^{7/}, a discuté la question de l'abolition du colonialisme et adopté la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514

(XV)], préparée en collaboration étroite par les pays d'Asie et d'Afrique.

54. Ce document est un des plus grands et des plus nobles actes que les Nations Unies aient adoptés jusqu'à présent. Il est l'expression de la volonté des peuples du monde entier d'en finir une fois pour toutes avec ce fléau de l'humanité — la domination coloniale.

55. La Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a été conçue par ses auteurs en des termes particulièrement modérés afin que l'on pût arriver à un vote unanime. Ses dispositions étaient fondées sur les principes mêmes de la Charte des Nations Unies et en dérivait directement. Elle a trouvé un accueil enthousiaste auprès de l'opinion publique mondiale et plus particulièrement auprès des peuples des pays nouvellement libérés. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il ne s'est pas trouvé un seul Etat qui ait pu s'opposer ouvertement aux dispositions de ce document historique. Cette absence d'opposition ouverte, lors du vote, a été une grande victoire morale de l'opinion publique mondiale et des peuples du monde entier sur le colonialisme.

56. Il y a eu, certes, des délégations qui se sont abstenues de voter en faveur de cette résolution et c'étaient précisément les représentants des pays qui possédaient dans le passé et qui possèdent actuellement des colonies. Le fait même que ces pays se sont abstenus et n'ont pas voté contre la Déclaration a suscité l'espoir parmi certaines délégations que l'on ne se heurterait peut-être pas à une très forte opposition à la réalisation de cette idée noble — la libération des peuples coloniaux de l'esclavage.

57. Cependant, c'était mal connaître la nature et le caractère des colonisateurs et des impérialistes. Non seulement ils ne se sont pas conformés à l'esprit et à la lettre de la Déclaration, mais, durant l'année qui s'est écoulée depuis son adoption, ils ont entrepris de nouvelles actions, de nouvelles guerres contre les peuples qui se trouvent encore sous le joug colonial, ainsi que contre leurs aspirations et leur volonté d'accéder à l'indépendance.

58. La Déclaration a suscité l'enthousiasme et a raffermi la volonté des peuples coloniaux d'accéder le plus tôt possible à l'indépendance nationale; elle en a encouragé plusieurs à manifester cette volonté. C'est justement la manifestation du désir du peuple angolais de voir appliquer à cette colonie portugaise les idées et les principes contenues dans la Déclaration, de la voir libre après cinq siècles de joug colonial, qui a provoqué la répression féroce des colonialistes portugais contre la population autochtone, qui les a incités à se lancer contre elle dans une guerre sans merci. Les colonisateurs portugais ont exterminé plus de 50 000 Angolais — des hommes, des femmes et des enfants — rien qu'au cours d'une seule année. Près de 150 000 personnes ont été forcées de fuir leur pays natal en raison de la terreur. Des milliers d'Angolais ont été arrêtés, torturés, assassinés. Au lieu donc de se conformer à la Déclaration et d'accorder au peuple angolais le droit d'exprimer librement sa volonté d'accéder à l'indépendance, les colonisateurs portugais ont eu recours au génocide à l'égard de la population autochtone.

59. En Rhodésie du Nord et du Sud, les colons ont entrepris, avec la complicité bienveillante de la

^{7/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quinzième session, Annexes, point 87 de l'ordre du jour, document A/4501.

puissance coloniale, des mesures draconiennes pour l'affirmation et la consolidation du pouvoir d'une poignée d'esclavagistes. La terreur coloniale y a sévi pendant des mois et des mois. Il n'y a pas le moindre doute que ces actions ont été entreprises et poursuivies avec l'appui des autorités coloniales britanniques. Le dirigeant bien connu du mouvement de libération nationale en Rhodésie du Nord, Kenneth Kaunda, l'a exprimé d'une manière éloquente en déclarant: "Macleod nous a vendus à Welensky."

60. Il est à peine nécessaire de s'attarder sur la continuation et l'intensification de la terreur et de l'oppression en Afrique du Sud — dont les détails sont connus de cette assemblée — par lesquelles les racistes poursuivent leur politique inhumaine et abjecte de ségrégation raciale.

61. Les colonisateurs belges, d'un autre côté, continuent, eux aussi, leur répression sanglante contre la population du Ruanda-Urundi. Ils ont incité et stimulé les animosités et les luttes tribales afin de pouvoir prolonger leur domination sur ce pays; le résultat le plus récent en est l'assassinat du prince Rwagasore, premier ministre du Gouvernement du Burundi élu par le peuple.

62. La guerre coloniale menée depuis sept ans par les colons et les colonisateurs français contre l'héroïque peuple algérien a été intensifiée, ces derniers temps, et a occasionné au peuple algérien de nouvelles victimes et des souffrances considérables.

63. Si nous ne nous arrêtons pas sur tous les exemples d'oppression et de guerre ouverte que les puissances coloniales ont fournis en vue d'empêcher l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, c'est parce que la liste en serait trop longue. Voilà donc pourquoi certains pays se sont abstenus de voter en sa faveur. Voilà comment les colonisateurs et les impérialistes entendent l'appliquer. Et pourtant, dans cette même déclaration, il a été souligné, au paragraphe 4 du dispositif, qu'"il sera mis fin à toute action armée et à toutes mesures de répression, de quelque sorte qu'elles soient, dirigées contre les peuples dépendants, pour permettre à ces peuples d'exercer pacifiquement et librement leur droit à l'indépendance complète".

64. Allons-nous être les témoins muets de cette extermination des meilleurs patriotes des pays qui se trouvent encore sous le joug colonial? Et ceci, pour la seule raison qu'ils demandent le droit pour leurs peuples d'exprimer librement leur volonté de voir leur pays indépendant, leur désir de déterminer eux-mêmes leur statut politique? Cette organisation va-t-elle permettre que la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux soit bafouée, que son désir de la voir appliquée serve de prétexte au déclenchement de nouvelles répressions contre les peuples coloniaux?

65. Dans l'atmosphère de sympathie ardente des peuples du monde entier pour les peuples se trouvant encore sous le joug colonial, sympathie qui a trouvé une expression palpable dans la Déclaration, comment était-il possible aux colonisateurs d'entreprendre des guerres coloniales contre les peuples opprimés et des répressions en masse contre les patriotes décidés à lutter pour libérer leur pays du joug colonial? Cette question est d'autant plus pertinente que, dans certains cas, des excès ont été commis par des pays tels que le Portugal qui, évidemment, n'ont pas la possibilité de mener, avec leurs propres

forces, une action prolongée et de grande envergure — et ceci, sur des champs de bataille très éloignés.

66. Si les colonisateurs portugais ont été en état de le faire, c'est parce que, dans ce cas particulier, a joué la "Sainte-Alliance" des intérêts coloniaux. Les colonialistes ont serré leurs rangs, et les colonisateurs portugais ont puisé des forces dans leurs alliances militaires et les ont utilisées contre les peuples des colonies qui luttent pour l'indépendance de leurs pays. Les armes avec lesquelles les forces armées portugaises ont essayé de mater la révolte des patriotes angolais, rasant des villages entiers et exterminant leurs populations, ont été fournies par l'alliance militaire de l'Atlantique nord dont les buts agressifs sont bien connus. En effet, a-t-on jamais contesté que les avions qui ont servi à incendier au napalm les villages angolais ont été fabriqués et fournis par les Etats-Unis d'Amérique à leurs alliés portugais? Est-il possible au Portugal, un pays arriéré et pauvre, d'entreprendre des actions militaires dans des régions lointaines sans l'aide financière et militaire des Etats-Unis et de ses autres alliés de l'OTAN?

67. Par conséquent, il est désormais impossible aux impérialistes, membres de l'alliance de l'OTAN, de nier leur participation dans les guerres coloniales de leurs alliés, ainsi que dans l'oppression coloniale. Les manœuvres navales et aériennes combinées du Royaume-Uni et du Portugal à proximité des côtes de l'Afrique, en juin 1961, n'ont-elles pas été entreprises dans le but d'aider les opérations militaires portugaises et d'intimider le peuple d'Angola? La fourniture d'armes, d'aide matérielle, et l'appui moral dont jouit le Portugal dans son œuvre sanglante contre le peuple angolais et les peuples des autres colonies portugaises ne sauraient être niés. Dans sa réponse écrite à une question posée par un membre du Parlement britannique, le Premier Ministre de Grande-Bretagne a fait entendre, en effet, qu'en décidant que l'on pouvait envoyer des armes au Portugal on devait tenir compte de ses exigences militaires raisonnables en tant qu'allié de l'OTAN. Cependant les exigences militaires du Portugal, à l'heure actuelle, apparaissent clairement à tous: ce ne sont que les exigences d'une guerre coloniale contre les peuples qui luttent pour leur indépendance.

68. Les explications confuses des représentants qualifiés des Etats-Unis, selon lesquelles ils auraient fait savoir au Portugal que les armes fournies ne devaient pas être utilisées en Angola, démontrent que les Etats-Unis savent parfaitement où ces armes sont utilisées. Néanmoins, ils continuent à en procurer aux colonialistes portugais.

69. Il est un autre pays qui, ces dernières années, entre en lice pour s'assurer une participation plus large dans la compétition coloniale: l'Allemagne de l'Ouest, dépositaire des aspirations coloniales de l'Allemagne du Kaiser et de Hitler. Non seulement elle fournit des crédits pour l'exploitation des colonies, mais elle commence aussi à participer à l'organisation de cette exploitation, à fournir du matériel militaire pour écraser les luttes des peuples coloniaux.

70. En 1960, un éminent représentant a déclaré ici que "la guerre d'Algérie constitue la seule réalisation à l'actif de l'OTAN". En 1961, la liste des "réalisations" à l'actif de l'OTAN a été allongée par la guerre coloniale en Angola, la participation à l'agression contre le peuple tunisien à Bizerte, la continuation de la division du Congo, etc. Il devient donc de plus en

plus évident qu'en plus des buts agressifs qui leur ont été assignés les alliances militaires des pays impérialistes — des Etats-Unis avant tout —, organisées dans les différentes parties du globe, servent également à réprimer la lutte des peuples coloniaux et semi-coloniaux qui cherchent à rejeter la domination coloniale et étrangère.

71. Cependant, la lutte des peuples des colonies pour leur libération nationale est de plus en plus active et pressante. L'opinion publique mondiale et les décisions de l'Assemblée générale des Nations Unies prouvent de plus en plus que, même pour les colonisateurs les plus acharnés, il est dorénavant impossible de conserver et même de prétendre détenir encore longtemps le pouvoir politique dans les colonies, du moins sous sa forme présente.

72. Pour les colonisateurs, le pouvoir politique dans les pays coloniaux n'était et n'est pas un but en soi, mais un moyen d'accaparer les richesses nationales des colonies, les sources immenses de matières premières et d'exploiter la main-d'œuvre coloniale. Cédant à la pression croissante des peuples, les colonialistes font cependant tout leur possible afin de conserver le pouvoir politique dans les colonies le plus longtemps possible; ils le font non seulement parce que c'est pour eux le moyen le plus efficace de s'assurer l'exploitation économique des peuples coloniaux, mais parce que cela leur permet, au cas où ils seraient obligés de lâcher prise, de disposer d'un délai supplémentaire pour organiser des positions de repli, pour organiser la continuation de cette exploitation sous d'autres formes de domination. D'ores et déjà, avant d'être forcées de quitter leurs colonies, les puissances coloniales cherchent par tous les moyens à s'assurer — soit par le truchement de traités secrets et inégaux, soit sous la forme d'une prétendue coopération — des avantages économiques et politiques dans leurs anciennes colonies. Ces traités, signés au moment ou avant même la remise définitive du pouvoir politique aux nouveaux Etats, représentent un danger réel pour la paix et l'indépendance de ces pays.

73. D'autre part, dans certains cas, les puissances coloniales se sont arrogé le droit, par des accords militaires inégaux, de garder des bases militaires dans des pays accédant à l'indépendance. Celles-ci sont destinées non seulement à défendre les intérêts de ces puissances et à continuer l'exploitation économique des pays dans lesquels elles sont installées, mais en même temps elles servent de places d'armes pour l'agression contre les pays voisins. En outre, elles représentent, dans le cas d'une guerre mondiale, un danger réel pour les populations des régions où elles se trouvent.

74. Les Nations Unies doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour couper court à cette activité des puissances coloniales et de leurs alliés qui cherchent à engager d'avance l'avenir des peuples et des pays qui ont accédé ou sont en train d'accéder à l'indépendance. Elles doivent veiller, comme le stipule le paragraphe 5 du dispositif de la Déclaration, à ce que "des mesures immédiates [soient] prises, dans les territoires sous tutelle, les territoires non autonomes et tous autres territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés". Malgré les stipulations claires et explicites de cette

déclaration — la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux — qui, au paragraphe 6 de son dispositif, rejette d'une manière catégorique "toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays" comme étant incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies, des tentatives sont faites pour détacher des régions entières de certains pays afin d'assurer la continuation de l'exploitation coloniale.

75. La manœuvre entreprise par les Pays-Bas dans le but de détacher l'Irian occidental de l'Indonésie, sous le prétexte fallacieux d'organiser un plébiscite soi-disant pour connaître les vœux de la population au sujet de son avenir, n'est qu'une nouvelle tentative des colonialistes et une nouvelle forme de la continuation déguisée de la domination coloniale. Depuis quand le Gouvernement des Pays-Bas — qui, lors des discussions de la Table ronde^{8/} avec les représentants du peuple indonésien aussi bien qu'au Conseil de sécurité, avait déclaré à maintes reprises que l'Irian occidental faisait partie intégrante des territoires connus sous la dénomination générale des Indes orientales néerlandaises —, s'est-il aperçu que l'Irian occidental ne représentait plus une partie de l'Indonésie? Ayant eu la possibilité d'étudier, pendant plus d'un siècle de domination coloniale sur ce pays, tous les détails de la composition ethnique de la population des Indes orientales néerlandaises, les représentants du Gouvernement des Pays-Bas auraient dû, au moment des Conférences de la Table ronde, être sûrs des déclarations qu'ils faisaient. Comment se fait-il, alors, qu'un peu plus tard ils se soient aperçus que cette population ne faisait plus partie de la population des îles indonésiennes? A n'en pas douter, c'est uniquement le désir de continuer leur domination sous une autre forme qui est à la base du projet de résolution [A/L.354] soumis par les Pays-Bas à cette assemblée.

76. Nous croyons que les délégations sont persuadées que ces contre-vérités, avancées uniquement dans le but d'aider les Pays-Bas à prolonger leur domination sur cette partie du territoire national indonésien, devraient être rejetées. Nous sommes certains que l'Assemblée générale ne permettra pas de manœuvres visant au démembrement du territoire d'un pays, sous couleur d'appliquer la déclaration sur l'abolition du système colonial. Au contraire, les Nations Unies devront prendre les mesures nécessaires afin que le Gouvernement des Pays-Bas envisage des négociations tendant à trouver les modalités les plus appropriées pour restituer ce territoire à la République indonésienne.

77. Il existe des cas analogues et particulièrement frappants dans d'autres pays où des parties vives du territoire national sont détachées et continuent à servir de bases à une activité coloniale représentant un danger réel pour les pays dont le territoire et la souveraineté nationale ont été restreints de cette manière. C'est le cas par exemple des enclaves espagnoles d'Ifni, Sidi, Ceuta et Melilla, sur le territoire national du Maroc. Il est grand temps que cet état de choses disparaisse de ces contrées arrachées par la force du territoire national du Maroc. De pareilles survivances du passé, qui sont des empiétements physiques sur la souveraineté nationale des peuples, ne peuvent que servir à semer des conflits

^{8/} Conférence de la Table ronde, réunie à La Haye du 23 août au 2 novembre 1949.

parmi les peuples et présentent un danger réel pour la paix.

78. Dans son intervention [1056ème séance] le représentant du Royaume-Uni est venu nous faire l'éloge de la politique coloniale de son pays aussi bien dans le passé que dans le présent. Il a insisté sur la prétendue nécessité de prolonger le joug colonial dans les nombreuses colonies britanniques qui existent à l'heure actuelle, pour que le Royaume-Uni puisse, d'après lui, les préparer convenablement à l'indépendance.

79. Nous ne nous serions certes pas attardés sur ces déclarations si elles ne constituaient pas une nouvelle démonstration frappante de l'opposition farouche que certains milieux manifestent à l'égard de la liquidation immédiate du colonialisme sous toutes ses formes. Il est à remarquer néanmoins que tous les ans, alors que les peuples coloniaux, sous la poussée puissante de notre époque, se libèrent du joug colonial, les représentants du Royaume-Uni, au lieu de venir ici faire amende honorable pour toutes les souffrances que les colonisateurs britanniques ont fait endurer à ces peuples, deviennent de plus en plus oublieux des faits de l'histoire.

80. En 1960, en réponse à de tels arguments, qui montrent peu de respect pour les capacités intellectuelles des membres de cette assemblée, nous leur avons opposé les déclarations faites par un des inspirateurs les plus éminents de la politique coloniale britannique, au moment même de l'accession de l'Inde à l'indépendance. En 1961, le représentant du Royaume-Uni a cité le discours fait par le Premier Ministre britannique au cours de la quinzième session de l'Assemblée [877ème séance]; il a mentionné une lettre envoyée, selon lui, au cours de l'été 1960, par le Premier Ministre à Nikita Khrouchtchev et a déclaré que cette lettre définissait toute la politique coloniale de son pays. Qu'a-t-il cité de cette lettre? Ceci: "Pendant plus d'un siècle, nous avons eu pour but de guider vers la liberté et l'indépendance les territoires dépendant de nous." Mais cette déclaration, ainsi que autres qu'il a faites, sont directement démenties par celles que nous avons eu l'occasion de citer [929ème séance], au cours de la quinzième session de l'Assemblée, lors de notre intervention sur la question coloniale. En effet, nous avons cité la déclaration faite le 5 mars 1947 par sir Stafford Cripps, au nom du gouvernement travailliste quand il défendait la politique de ce gouvernement contre les critiques de l'opposition. Il disait:

"... En premier lieu, il [le gouvernement travailliste] pouvait essayer de renforcer le contrôle britannique en Inde en augmentant le personnel des services du secrétariat d'Etat et en renforçant considérablement les troupes britanniques, afin d'être en état de maintenir notre responsabilité administrative aussi longtemps que nécessaire, en attendant un accord entre les communautés hindoues. Une telle politique aurait eu pour résultat une décision bien déterminée de rester en Inde pendant au moins 15 ou 20 ans... La seconde solution était d'admettre que la première solution n'était pas possible... Une chose était évidemment impossible, c'était de décider d'y maintenir notre responsabilité pour une période indéfinie, lorsque nous n'avions pas la force pour le faire."

Donc, il devient absolument clair que le Royaume-Uni n'a pas quitté les Indes parce qu'il suivait une politique

de libération de ses colonies, mais justement parce qu'il n'avait pas la force nécessaire d'y rester, parce qu'il n'avait pas la force militaire et économique de tenir sous sa férule le peuple indien, le mouvement de libération nationale indien. D'un autre côté, une autorité du Royaume-Uni sur la politique coloniale, sir Winston Churchill, a déclaré, en s'opposant bien entendu à la politique suivie à ce moment-là par le parti travailliste à l'égard de l'Inde: "Nous nous dissocions de la politique indienne du gouvernement et rejetons toute responsabilité quant aux conséquences qui vont assombrir et ensanglanter les prochaines années." Plus loin, s'opposant à la décision du gouvernement travailliste d'engager des pourparlers avec le mouvement national et avec l'Inde, sir Winston Churchill a souligné que si le Royaume-Uni ne possédait pas "la force militaire et la volonté nécessaires pour régler ses affaires en Inde d'une manière judicieuse" — une manière judicieuse signifie certainement, pour le représentant de l'opposition du moment, de perpétuer le joug colonial en Inde et d'instaurer un gouvernement qui suivrait les injonctions de la politique britannique — il ne devrait pas finir "par un sabotage prématuré et précipité", augmentant ainsi les maux et les malheurs, comme M. Churchill appelle la libération de l'Inde du joug colonial.

81. Voilà la politique du Royaume-Uni. Est-il possible maintenant de faire admettre que cette politique a été, depuis un siècle, une politique de libération des peuples coloniaux? Non. Cette politique a été un effort constant en vue de tenir les peuples coloniaux sous la férule des colonialistes; mais cette politique ne pouvait pas être maintenue plus longtemps parce que les différents gouvernements, devant la pression constante du mouvement de libération nationale dans les pays coloniaux et surtout devant la pression constante des peuples du monde entier ainsi que de cette organisation, n'ont pas pu maintenir leur politique. Voilà pourquoi ils ont décidé de partir.

82. Ces déclarations, venant d'hommes d'Etat britanniques, sont certainement édifiantes. Tels sont les faits, et personne ne pourra rien y changer.

83. Nous sommes certains que toutes les délégations — exception faite, bien entendu, de celles des puissances coloniales et de leurs alliés les plus proches — seront d'accord pour insister afin que des mesures soient prises pour l'application immédiate de la Déclaration sur l'abolition du colonialisme, des mesures urgentes et concrètes qui nous permettront de nous féliciter l'année prochaine d'un travail positif dans le sens de la libération de tous les peuples coloniaux.

84. Or, nous sommes tous témoins ici — comme nous venons de le voir — des efforts des puissances coloniales en vue de différer l'indépendance des colonies pour des années et des années, sous prétexte que certains des peuples coloniaux ne seraient pas encore mûrs pour l'indépendance, que l'on devrait donner aux colonisateurs le temps de les y préparer. Mais ils les préparent depuis des siècles!

85. Nous rejetons résolument cette thèse fallacieuse. Qui oserait affirmer maintenant que les peuples d'Algérie, du Kenya, d'Angola ou d'Oman — pour ne citer que quelques exemples —, des peuples qui ont sacrifié des dizaines et des centaines de milliers de vies dans leur lutte contre le joug colonial, ne sont pas mûrs pour l'indépendance?

86. Quant à la période de préparation — thème favori des colonisateurs — je viens de rappeler à cette assemblée qu'en 1947, lorsque les colonialistes britanniques se sont vus forcés d'accorder l'indépendance au peuple de l'Inde, ils ne parlaient que d'un seul manque de préparation; ils s'excusaient de ne pas avoir fait les préparatifs nécessaires pour retenir cette colonie par la force des armes pour une période de plusieurs décennies encore. Voilà les préparatifs qui n'ont pas été faits. L'envergure du mouvement de libération nationale ces derniers temps a pris, il est vrai, certains colonisateurs au dépourvu, et il se peut que, dans plusieurs territoires, ils n'aient pas encore achevé leurs préparatifs dans le but d'y sauvegarder leur position économique, sinon politique.

87. Voilà ce qui inquiète le plus les colonisateurs. Voilà pourquoi ils nous demandent d'attendre jusqu'à ce qu'ils se préparent pour le néo-colonialisme. Ce ne sont pas les peuples coloniaux qui ne sont pas prêts pour l'indépendance; ce sont les colonisateurs qui ont besoin de temps pour mieux préparer leur politique de néo-colonialisme.

88. L'Assemblée générale ne peut pas devenir complice des colonisateurs dans leurs desseins dissimulés. Nous avons assez d'exemples instructifs devant nous. On n'a accordé qu'un an de sursis aux colonisateurs au Katanga pour consolider leur position, et voilà qu'aujourd'hui le problème de liquider la domination économique aussi bien que politique du colonialisme sur la province la plus riche du Congo est plus complexe et plus difficile que jamais.

89. Chaque année, chaque mois qui passe est utilisé par les colonisateurs en Rhodésie pour consolider leurs positions; maintenant, ils menacent de transformer ce pays en une seconde Afrique du Sud. Chaque mois qui passe permet aux colonisateurs d'inventer de nouvelles théories au sujet de la "maturité des peuples coloniaux", la prétendue "impossibilité de décoloniser les petits territoires", et je ne sais quoi encore.

90. Voilà pourquoi il est plus que jamais urgent et nécessaire de prendre des mesures pour l'octroi immédiat de l'indépendance aux peuples coloniaux. C'est la raison pour laquelle notre délégation a salué l'initiative de la délégation de l'Union soviétique [A/4859] qui a soulevé la question de l'adoption, à la session actuelle, de mesures additionnelles et concrètes afin de mettre en œuvre sans délai la Déclaration sur l'abolition du colonialisme.

91. Les mesures envisagées dans le projet de résolution présenté par la délégation de l'Union soviétique [A/L.355] ont pour but de couper court aux manœuvres des colonisateurs qui cherchent à différer l'heure de la libération complète des peuples coloniaux.

92. En premier lieu, nous appuyons la proposition qui fait l'objet du paragraphe 2 du dispositif et selon laquelle la fin de 1962 doit marquer la fin du colonialisme. Cette proposition est parfaitement réaliste, surtout si l'on applique les mesures envisagées au paragraphe 3 du dispositif, notamment la démocratisation de la vie aux colonies, l'organisation d'élections libres et l'établissement d'institutions nationales véritablement démocratiques qui assureraient le pouvoir, le retrait des troupes des puissances coloniales et la liquidation des bases militaires, l'abrogation de toutes les restrictions à la liberté, l'indépendance et la souveraineté de ces peuples. Si tous

les peuples épris de paix unissaient leurs efforts pour surmonter l'hostilité et la résistance des colonisateurs, la mise en œuvre de toutes ces mesures serait parfaitement réalisable.

93. Notre délégation voudrait souligner l'importance particulière de la mesure envisagée dans le paragraphe 4 du dispositif: la création d'une commission spéciale "chargée d'examiner à fond et en détail la situation concernant l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et les mesures propres à mettre cette déclaration en œuvre".

94. La délégation bulgare voudrait soumettre à cette assemblée certaines considérations qui, à son avis, pourraient contribuer à la solution rapide de la question de l'octroi de l'indépendance aux peuples coloniaux.

95. Afin d'assurer l'absence complète de parti pris et de garantir la manifestation réelle de la volonté populaire dans les pays coloniaux, les Nations Unies devraient prendre une part très active à toutes les mesures préparatoires portant sur la proclamation d'une amnistie pleine et inconditionnelle en faveur de tous les détenus politiques, le retour de tous les émigrés politiques, l'organisation du suffrage universel, l'établissement des institutions nationales auxquelles serait transféré le pouvoir, l'organisation d'élections ou de référendums conformément aux conditions régnant dans chaque colonie, etc. Cette participation des Nations Unies devrait s'exercer non seulement lorsque ces mesures seraient prises, mais jusqu'à l'accession de chaque pays à l'indépendance. Un des moyens d'assurer un rôle actif à notre organisation, c'est d'envoyer sur place des missions spéciales des Nations Unies. Notre organisation a déjà acquis une expérience suffisante dans ce domaine, surtout en ce qui concerne les territoires sous tutelle. Nous sommes d'avis que cette expérience devrait être appliquée à toutes les colonies: face à l'octroi de droits et de pouvoirs plus larges aux missions qui y seraient envoyées.

96. En second lieu, il faudrait que la commission chargée de l'application de la Déclaration ait la possibilité de demander la discussion et l'adoption de ses recommandations quant à l'accession à l'indépendance de tel ou tel pays sans attendre l'ouverture de la dix-septième session de l'Assemblée générale. Cette commission traiterait de nombreuses questions urgentes et parfois complexes. Pour faciliter son travail, il faudrait qu'elle puisse faire un rapport à l'Assemblée générale sans aucun délai. Voilà pourquoi, à notre avis, la seizième session de l'Assemblée générale devrait rester ouverte — du moins en ce qui concerne les questions coloniales — pour que l'on puisse la convoquer durant la période allant jusqu'à l'ouverture de la dix-septième session ordinaire.

97. Voilà les suggestions que ma délégation avait l'intention de faire.

98. Guidés par l'idée de la libération de l'homme de toute exploitation, nous soutenons de tout cœur la lutte des peuples coloniaux pour leur libération de l'exploitation et du joug colonial, pour leur indépendance nationale. Nous sommes certains que cette lutte sera victorieuse. Cependant, nous pensons que, par ses décisions, l'Assemblée générale peut contribuer au succès de cette lutte héroïque et juste et empêcher beaucoup de souffrances et une effusion

de sang provoquée par les colonisateurs dans leur obstination à s'accrocher à leur domination coloniale. De notre côté, nous voudrions réaffirmer que nous sommes prêts à accorder aux peuples coloniaux tout notre appui dans leur lutte sacrée pour la liberté et l'indépendance.

99. Le peuple bulgare est convaincu que, grâce aux efforts communs de tous les peuples épris de paix, notre assemblée sera en mesure d'élaborer les décisions et de prendre les mesures les plus appropriées pour que soient réalisées les aspirations des peuples coloniaux à l'octroi immédiat de la liberté et de l'indépendance.

M. Slim (Tunisie) reprend la présidence.

100. M. MAKAL (Guinée): Depuis son admission au sein de l'Organisation des Nations Unies, la République de Guinée a toujours affirmé, par la voix de ses différentes délégations, que la colonisation, loin d'être une œuvre de bienfaisance et de charité ou une mission civilisatrice, est en réalité une agression caractérisée et une spoliation systématique perpétrée contre les peuples qui les subissent.

101. On pouvait s'attendre qu'à San Francisco^{2/} les nations souveraines, réunies pour élaborer la Charte des Nations Unies, condamnent sans équivoque ce phénomène et préconisent les moyens radicaux susceptibles d'y mettre une fin rapide et définitive. Malheureusement, on est bien obligé de constater que, malgré les dispositions du Chapitre XI de la Charte, celle-ci a été conçue comme un compromis de circonstances — qui ont d'ailleurs cessé d'exister.

102. Dès lors, il apparaît clairement que les puissances coloniales, par leur ruse, ont réussi à entraîner l'Organisation des Nations Unies dans leurs aventures coloniales sous des formes multiples dont la moindre n'est pas la tutelle. C'est pourquoi pour nous, peuples anciennement colonisés, résolument engagés dans la lutte pour la libération complète de nos frères encore ployés sous l'oppression étrangère, l'adoption de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)] n'a été qu'une juste réparation des graves lacunes de San Francisco. On se souvient encore qu'au cours des débats qui avaient précédé l'adoption à l'unanimité de cette résolution, le 14 décembre 1960, toutes les délégations d'Afrique et d'Asie avaient démontré brillamment le caractère essentiellement négatif et arbitraire de la colonisation et avaient demandé avec force son élimination immédiate et inconditionnelle sur tous les continents. Les convictions exprimées alors ont été formulées avec justesse dans la Déclaration qui proclamait solennellement la nécessité de mettre rapidement et inconditionnellement fin au colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Ces mêmes convictions ont été récemment proclamées avec force par les représentants de 25 pays non alignés, réunis à Belgrade^{10/} pour discuter des grands problèmes de l'heure.

103. La signification et la portée de la Déclaration n'échapperont à personne: elle constitue la volonté clairement manifestée par notre organisation de libérer des dizaines de millions d'êtres humains dont le processus de développement normal a été brusquement interrompu. Elle constitue également

la condamnation sans appel du système de domination et d'exploitation d'un peuple par un autre. Pour toutes ces raisons, la délégation de la République de Guinée s'attendait à voir toutes les puissances coloniales signataires de notre charte — le Royaume-Uni, la France, l'Espagne, la Belgique, les Pays-Bas, l'Australie et la prétendue République sud-africaine — appliquer dans sa lettre et dans son esprit les mesures préconisées par la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Or, que constatons-nous un an après l'adoption de cette déclaration historique?

104. En ce qui concerne les territoires sous tutelle, tout en enregistrant avec satisfaction les décisions relatives à l'accession à l'indépendance du Tanganyika, le 9 décembre 1961, et du Samoa-Occidental, le 1er janvier 1962, force nous est de noter que ce fait ne résulte pas de l'application de la Déclaration, mais d'un processus engagé antérieurement à l'adoption de ladite Déclaration, processus essentiellement lié à la volonté exprimée avec force par les populations de ces deux territoires.

105. Au sujet du Ruanda-Urundi, nous ne pouvons qu'exprimer le ferme espoir que l'Assemblée générale, conformément aux aspirations et à la volonté des populations intéressées, décidera, au cours de la seizième session, la levée de la tutelle et l'accession immédiate à l'indépendance de ce territoire sous administration belge.

106. Quant aux territoires du Pacifique, l'on ne peut que déplorer leur lente évolution et affirmer à nouveau que tous les principes de la Déclaration leur sont applicables intégralement.

107. Parlant du Sud-Ouest africain, il suffit de rappeler que la prétendue République sud-africaine n'a jamais cessé de violer systématiquement toutes les résolutions de l'Assemblée générale, tout en accélérant le processus d'intégration illégale de ce territoire autrefois mis sous mandat par la Société des Nations dont notre organisation est la seule et unique héritière. Pour éviter à ce territoire la catastrophe que le gouvernement de Pretoria lui prépare, il est urgent que le Conseil de sécurité prenne en main son avenir et y applique résolument toutes les dispositions de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Telles sont les mesures que préconise le Gouvernement de la République de Guinée pour mettre fin sans délai aux aventures coloniales de l'Organisation des Nations Unies.

108. La situation dans les territoires non autonomes, depuis l'adoption de la Déclaration, est restée statique. En effet, aucun des pays colonisés n'a accédé à l'indépendance en vertu de cette résolution. Le seul pays que nous ayons eu le plaisir d'accueillir parmi nous depuis le 14 décembre 1960, à savoir le Sierra Leone, a pu se libérer uniquement grâce à un accord intervenu antérieurement à l'adoption de la résolution, sous la pression des peuples africains. On nous signale par ailleurs l'accession prochaine de l'Ouganda à l'indépendance. Nous souhaitons à ce pays une indépendance réelle dans son intégrité territoriale.

109. Les quelques renseignements que les puissances administrantes se flattent de nous communiquer ne peuvent constituer en tout état de cause une application loyale de la Déclaration. Ils ne sauront être considérés favorablement par notre délégation que dans la mesure où ils nous indiqueront sans équivoque les méthodes

^{2/} Conférence des Nations Unies sur l'organisation internationale, réunie du 25 avril au 26 juin 1945.

^{10/} Conférence des pays non alignés, réunie du 1er au 6 septembre 1961.

et mesures concrètes prises en vue de l'accession des pays intéressés à leur souveraineté. En effet, la Déclaration dispose aux paragraphes 4, 5 et 6 — et je cite:

"Il sera mis fin à toute action armée et à toutes mesures de répression, de quelque sorte qu'elles soient, dirigées contre les peuples dépendants, pour permettre à ces peuples d'exercer pacifiquement et librement leur droit à l'indépendance complète, et l'intégrité de leur territoire national sera respectée.

"Des mesures immédiates seront prises, dans les territoires sous tutelle, les territoires non autonomes et tous autres territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, sans aucune distinction de race, de croyance ou de couleur, afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes.

"Toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies."

110. Qui oserait affirmer que ces dispositions essentielles ont été observées par les puissances coloniales, alors même que:

111. En Algérie, la France continue sa guerre d'extermination:

112. En Angola, le Portugal, désormais considéré comme un criminel de guerre par les peuples africains, persiste dans sa politique de génocide, a juglé par sa propre fiction qui consiste à faire des Africains noirs des Portugais blancs.

113. L'Espagne, tout en acceptant de nous communiquer des renseignements sur ses colonies, s'accroche, elle aussi, à la fiction juridique des provinces d'outre-mer.

114. Quant au Royaume-Uni qui se vante de poursuivre une politique de dégageant colonial, il continue à asservir une quarantaine de territoires, y compris les Rhodésies, où le méprisable système de discrimination raciale est érigé en dogme d'Etat. La politique de néo-colonialisme de cette puissance s'est révélée au grand jour dans la triste affaire katangaise, avec toutes les graves conséquences qu'elle peut entraîner pour l'Afrique.

115. Que dire de la Belgique? Ce pays s'est définitivement disqualifié aux yeux des peuples africains par ses agissements au Congo et au Ruanda-Urundi.

116. Les Pays-Bas, quant à eux, après s'être opposés d'une façon persistante à toutes les décisions des Nations Unies en faveur des peuples coloniaux, ont déposé un projet de résolution [A/L.354] dans lequel ils prétendent "respecter le principe de l'autodétermination conformément aux principes de la Charte des Nations Unies" et proclament leur intention de mettre l'Irian occidental sous la tutelle des Nations Unies. Ils se présentent devant l'Assemblée sous le manteau du parfait décolonisateur décidé à appliquer la Déclaration. Mais en réalité, par leur refus d'appliquer cette déclaration à leurs possessions d'Amérique du Sud, ils violent le paragraphe 6 de son dispositif. Le projet de résolution que les Pays-Bas proposent, loin d'être l'application loyale du principe

de l'autodétermination, n'a pour but que d'entraîner l'ONU dans les manœuvres d'autodestruction des Etats Membres. Ma délégation rejette en bloc toutes ces manœuvres d'inspiration et d'essence néo-colonialistes.

117. Tous ces faits prouvent que la résolution, dont l'adoption a soulevé tant d'espoirs chez les peuples coloniaux et qui constitue aujourd'hui l'élément déterminant de toutes les actions menées par les délégations opposées à la domination d'un peuple par un autre, n'a en fait connu aucune tentative d'application de la part des puissances coloniales. Il est par conséquent urgent de prendre les mesures nécessaires tendant à traduire dans les faits les diverses dispositions de la Déclaration. A cet égard, ma délégation a étudié avec attention et intérêt les mesures préconisées pour la mise en œuvre de la résolution. Elle salue toutes les délégations qui ont apporté et qui continuent d'apporter leur contribution positive à la liquidation du colonialisme. Cependant, elle n'est pas d'avis que la meilleure méthode d'accession à l'indépendance des pays coloniaux consiste à fixer des dates limites. En effet, nous savons par expérience que, sans ingérence étrangère, tout peuple, à tout moment, est capable de prendre en main ses destinées. L'exemple de mon pays prouve éloquentement le bien-fondé de cette affirmation puisque, aussi bien, la Guinée a accédé du jour au lendemain à l'indépendance et a pu surmonter, grâce à l'unité de son peuple et à la clairvoyance de ses leaders, les multiples obstacles créés sur son chemin. En plus, nous devons affirmer qu'aucun peuple consulté sur son sort n'accepterait que l'échéance de sa libération soit retardée d'un jour. Ma délégation met au défi tous les orateurs qui, du haut de cette tribune, soutiennent la thèse contraire en accordant un sursis au colonialisme. Il serait impensable de demander aux peuples d'Algérie ou d'Angola, qui journellement versent leur sang pour la reconquête immédiate de leur liberté, d'attendre encore plus longtemps. Cette considération est, bien entendu, valable pour tous les autres peuples victimes de la domination coloniale.

118. C'est pour toutes ces raisons que ma délégation ne saurait souscrire à la fixation d'une date, encore moins d'une date aussi extravagante que 1970, dont le moins qu'on puisse dire est que sa détermination relève de la plus haute fantaisie, à moins qu'elle ne soit inspirée par de mystérieux et malveillants oracles.

119. Au demeurant, ma délégation ne comprend pas les raisons qui ont présidé à l'inscription à l'ordre du jour du deuxième point que nous discutons sous sa forme actuelle. Elle estime que cette question, qui a fait l'objet de discussions à la Première Commission, au cours de la quinzième session de l'Assemblée, a été dénaturée par une procédure insidieuse. On sait que ses aspects social et économique ont été transférés aux commissions compétentes. Quant à son aspect politique, il s'intègre intimement dans l'application de la Déclaration qui s'applique à toutes les colonies, quel que soit le continent où elles existent.

120. C'est forte de ces considérations que ma délégation propose ce qui suit.

121. Premièrement, nous demandons que l'Assemblée réaffirme les objectifs et les principes incorporés dans la Déclaration sur la fin du colonialisme. Deuxièmement, nous exigeons que les puissances

coloniales libèrent immédiatement tous les territoires soumis à leur contrôle. Troisièmement, nous demandons la création d'un comité spécial qui aurait pour rôle de veiller à l'application de la Déclaration, de faire des suggestions et des recommandations, notamment dans les domaines de l'instauration du suffrage universel dans les territoires coloniaux; auparavant, une amnistie inconditionnelle serait accordée à tous les détenus politiques, en vue de l'établissement d'organes législatifs et exécutifs démocratiques auxquels tous les pouvoirs devront être transférés sans limitation aucune. Le comité pourrait se réunir partout où il le jugerait utile pour s'acquitter de sa tâche. Ce programme constitue un minimum sur lequel on ne pourrait transiger.

122. Ma délégation a toujours affirmé que la décolonisation est une condition nécessaire à la réalisation de la paix, car elle est une étape essentielle de tout programme réaliste de désarmement général et complet. Il est clair que la décolonisation, impératif de notre temps, se fera avec ou sans la collaboration des puissances coloniales. Il appartient à celles-ci de choisir, dans l'intérêt de tous les peuples, la voie la plus raisonnable. La Déclaration trace cette voie. Il reste aux puissances coloniales à s'y engager loyalement et résolument dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales.

123. Quant à nous, Membres de l'Organisation des Nations Unies, notre rôle est aussi clair que précis. Nous devons parachever la grande œuvre commencée en 1960, par la fixation des meilleures conditions et modalités de mise en application immédiate de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux peuples et pays coloniaux. C'est le moins que les peuples opprimés de tous les continents, et en particulier les peuples africains, attendent de la seizième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies.

M. Rossides (Chypre), vice-président, prend la présidence.

124. Le PRESIDENT: Je donne la parole au représentant de l'Inde pour la présentation d'un projet de résolution.

125. M. Krishna MENON (Inde) [traduit de l'anglais]: Ma délégation avait d'abord demandé la parole pour présenter un projet de résolution [A/L.367] concernant l'Irian occidental. Depuis que nous avons été autorisés à prendre la parole, nous avons pu nous entendre avec la délégation de l'Indonésie pour prendre sa place à la présente séance et, afin de faire gagner du temps à l'Assemblée, nous avons cru bon de traiter de la question, sur laquelle nous aurions parlé de toute façon à l'occasion de ce projet de résolution.

126. Je voudrais, si l'on veut bien me le permettre, exprimer nos vues sur cette discussion générale de la question du colonialisme. Nous sommes déjà parvenus à un point si avancé dans ce débat que certaines déclarations peuvent peut-être paraître se répéter.

127. La décision de mettre fin au régime colonial a été prise par l'Assemblée pendant la première partie de sa quinzième session et de nombreuses déclarations ont aussi été prononcées à ce sujet pendant la reprise de cette quinzième session. De nombreux orateurs ont parlé de la situation dans les pays coloniaux et des dangers qu'il y aurait à ne pas mettre fin à cet état de choses. Maintenant encore,

en cette enceinte, ce problème est évoqué à tout moment, soit à la Quatrième Commission, soit à l'Assemblée, soit en l'une ou l'autre des diverses commissions. Comme dans le cas du désarmement — mais peut-être dans une moindre mesure — où, tout en parlant depuis des années de désarmer, nous continuons à accumuler des armes, de même dans le cas des colonies, bien qu'aucune colonie nouvelle n'ait été créée, une bataille d'arrière-garde se poursuit et malheureusement, dans le cas de certaines puissances, les empires semblent avoir la vie dure.

128. Mais permettez-moi d'exposer la position de mon gouvernement. Nous ne considérons plus la liquidation du colonialisme comme un sujet de troubles ou de revendications de la part des pays anciennement ou encore actuellement sous le régime colonial. C'est maintenant aux Nations Unies qu'il appartient de s'en occuper, car elles ont adopté la résolution 1514 (XV) pratiquement à l'unanimité et, qui plus est, elles ont invité les pays qui administrent des territoires dépendants à mettre fin à leur domination. Donc, il n'est plus question de faire de l'agitation d'un certain côté ou même de chercher à établir le bien-fondé de la question. Nous avons déjà statué. Tout ce qu'il faut maintenant, c'est que les puissances qui exercent encore leur pouvoir dans certains pays — quelles que soient les dispositions juridiques ou les modalités auxquelles réponde cette situation — renoncent à leur domination. Nous pourrions alors faire gagner du temps à l'Assemblée et, qui mieux est, nous pourrions empêcher que ne se reproduisent des événements semblables à ceux du Congo, ou de l'Angola, ou de l'Algérie, et nous pourrions même, mieux encore, mettre fin à la crise qui sévit encore au Congo, ou en Angola, ou en Algérie.

129. La question dont nous sommes saisis maintenant est celle de l'application de cette résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Etant donné l'importance de la question, on peut dire que la résolution est concise, à l'exception du préambule, et elle fait ressortir que la sujétion des peuples à une subjugation ou une domination étrangères constitue un déni des droits fondamentaux de l'homme. Toutefois, il n'y a rien dans cette résolution qui ne figure déjà dans la Charte. Dans les dissensions qui séparent les hommes à travers le monde, les difficultés ne proviennent pas du fait qu'il n'y a pas assez de lois, de codes d'éthique ou autres, mais du fait que les hommes ne s'y soumettent pas.

130. En revanche, il serait faux de penser qu'on n'a pas réalisé de gros progrès. Ainsi, à cette séance, les représentants d'anciens pays colonisés semblent monopoliser la présidence, que ce soit le Président ou le Vice-Président qui occupe en ce moment le fauteuil présidentiel. Il y a quelques années seulement, cinq, six ou sept ans, nous entendions réclamer du haut de cette tribune l'indépendance de ces pays et aujourd'hui non seulement ces pays sont devenus des Etats indépendants, mais leurs représentants président aux destinées de l'Organisation. Ce sont là des choses que nous oublions parfois, mais si tous les Etats Membres s'en souvenaient ils se rendraient compte de l'énormité de la faute qu'ils commettent en prolongeant leur domination coloniale; en effet, dès que le démon des empires est exorcisé, non seulement des populations se trouvent libérées dans le monde, mais aussi leurs vastes énergies; leurs frustrations disparaissent et le domaine de la liberté s'agrandit en ce monde.

131. En ce qui concerne la résolution 1514 (XV), nous sommes maintenant passés du stade des revendications, des justifications ou même des plaintes au stade de la mise en application de ce texte. C'est-à-dire que notre but doit être d'appliquer les décisions prises par l'Assemblée — et, quand je dis "notre but", j'entends non seulement les pays coloniaux et les anciens pays coloniaux, mais toute l'Assemblée qui doit désormais passer à la tâche concrète du démantèlement des empires, afin que les territoires soient rendus à leurs peuples respectifs dans des conditions qui permettent l'accroissement effectif de leur liberté. Ainsi se trouveront corrigés certains des déséquilibres qui existent, étant donné que le monde ne peut pas être moitié libre et moitié esclave, non plus que les pays.

132. Je reviens maintenant au projet de résolution [A/L.366 et Add.1] dont l'Assemblée est maintenant saisie. Je n'ai pas l'intention de l'examiner paragraphe par paragraphe, mais je veux parler de certaines clauses de son dispositif.

133. Nous regrettons qu'il soit nécessaire de présenter ce projet de résolution. Mon pays, que ce soit à l'Assemblée ou au Conseil de tutelle, depuis quatre ou cinq ans, s'est toujours opposé en principe à la fixation d'une date. Ce n'est pas que nous craignons que les colonies ne soient libérées trop vite, mais nous pensons que la fixation d'une date risque de donner aux puissances administrantes l'impression qu'elles n'ont plus le devoir de s'efforcer de réaliser des progrès en tenant compte du calendrier des événements. D'autre part, je me souviens parfaitement qu'il y a quelques années, lorsqu'on examinait la question du Tanganyika, certains membres du Conseil de tutelle voulaient que ce territoire accédât à l'indépendance dans un délai de 10 ans; à cette époque, la puissance administrante estimait qu'il faudrait 50 ans. Cependant, dans quelques jours le Tanganyika deviendra indépendant et, sans aucun doute, sera bientôt admis comme Membre de l'Organisation.

134. Quant au propre pays du Président de l'Assemblée, il fut un temps où l'on prétendait, pour ne pas avoir à le libérer, que ce n'était pas une colonie — je reviendrai sur ce point dans un instant lorsque je parlerai de nos amis du Portugal, non que nous ayons contre eux une aversion toute particulière, mais parce que leur cas nous pose un problème et que nous devons l'examiner.

135. Maintenant, selon les termes du projet de résolution, nous sommes invités à réitérer et à réaffirmer solennellement certains objectifs et principes. Point n'est besoin que quiconque parle en faveur de cette cause. J'irai même plus loin et je dirai que ce projet de résolution représente dans une certaine mesure un compromis pour beaucoup de délégations aussi ne devrait-il y en avoir aucune à l'Assemblée qui vote contre son adoption.

136. L'an dernier, lorsque la résolution 1514 (XV) a été adoptée, nous avons invité les puissances coloniales à prendre des mesures immédiates pour l'appliquer. Cela signifiait que certaines mesures devaient être prises, sans tenir compte de dates, afin qu'aucune colonie ne se trouve aujourd'hui dans la même situation qu'à l'époque de l'adoption de cette résolution. Lorsqu'une puissance métropolitaine n'en a rien fait, lorsqu'un pays colonial n'a pas au moins bénéficié d'une liberté un peu plus grande qu'auparavant, on peut dire que la résolution n'a pas été respectée par l'Etat Membre intéressé et cela

doit être considéré comme une faute dans sa conduite envers l'Assemblée.

137. C'est pourquoi nous en sommes venus cette année à nous préoccuper de l'application des décisions de l'Assemblée. En effet, l'Assemblée est maîtresse de sa propre procédure et, puisqu'elle a pris cette décision pratiquement à l'unanimité, il est normal que, dans le cadre de sa compétence et des dispositions de la Charte, elle institue un dispositif pour lui donner effet. Le paragraphe 3 du dispositif de ce projet de résolution prévoit donc la création d'un comité spécial de 17 membres qui seront désignés par le Président de l'Assemblée générale au cours de la présente session.

138. Ma délégation est particulièrement heureuse que ce soit le Président de l'Assemblée qui doive procéder à cette désignation car la question sera ainsi maintenue en dehors de la guerre froide et de toutes les discussions de géographie, c'est-à-dire qu'il ne sera pas question de savoir si, sur la carte, tel pays appartient à l'Asie ou tel autre à l'Afrique. C'est le Président qui, avec sa sagesse et dans l'exercice normal de ses fonctions, en consultation avec les diverses parties intéressées, exercera son jugement et nommera un comité de 17 membres, chargé non pas d'étudier si telle ou telle colonie est prête ou non pour sa libération, mais de réaliser cette libération, c'est-à-dire le processus de démembrement des empires.

139. Ce comité étudiera l'application de la Déclaration et suggérera les moyens de donner rapidement effet à ce texte. Il n'est nullement question que ce comité soit un nouveau conseil de tutelle ou un nouveau super-Etat, ou encore qu'il soit investi d'une sorte de pouvoir de condominium sur les territoires; ce comité aura simplement pour objectif de mettre en œuvre les dispositions de la résolution 1514 (XV).

140. Nous devons malheureusement tenir compte du fait qu'en dépit du caractère unanime de ces décisions de l'Assemblée il existe des pays — heureusement très peu nombreux — qui refusent de coopérer avec l'Assemblée pour mettre ses résolutions en application. Depuis des années, l'Assemblée n'a pu obtenir la coopération de la partie directement intéressée en ce qui concerne les résolutions qu'elle a adoptées sur la discrimination raciale et il a donc fallu, dès 1954 ou 1955, créer des comités pour entreprendre des enquêtes dans certaines régions du monde.

141. Tous les Membres de l'Assemblée savent qu'à la Quatrième Commission, depuis deux ans, nous avons dû lutter avec acharnement pour persuader le Gouvernement portugais de remplir les obligations prévues par la Charte; et, depuis longtemps, même ceux qui nous paraissaient plus éclairés avaient l'impression qu'en communiquant des renseignements sur les territoires coloniaux ils nous faisaient une faveur. Il n'en est rien; c'est là une obligation imposée par la Charte aux puissances coloniales qui doivent communiquer, avec certaines limitations, des renseignements sur les territoires dépendants qu'elles administrent. Ce principe est maintenant admis et je suis heureux de constater que la Quatrième Commission a adopté, il y a seulement quelques heures, un autre projet de résolution concernant les territoires non autonomes, qui a également pour objet de favoriser la décolonisation et qui invite les puissances métropolitaines à prendre des mesures

pour aider à former des fonctionnaires et techniciens autochtones compétents dans les territoires dépendants afin de donner une application effective aux résolutions de l'Assemblée.

142. Cet aspect particulier de la question, dont l'Assemblée n'a cependant pas encore été saisie, est très important et l'on s'en rend compte si l'on considère ce qui se passe au Congo. Rien ne condamne plus catégoriquement le colonialisme que ce qui se passe au Congo — et je ne veux pas tant parler du retour des Belges, ou des mercenaires, ou de Tshombé, ou de détails de ce genre, que du fait même qu'après des années de domination un pays métropolitain laisse un territoire dans une situation d'anarchie telle qu'à son départ la guerre civile et l'intervention étrangère ne puissent être évitées. Voilà en effet le tableau le plus déplorable de la domination coloniale qu'il ait été donné à l'Assemblée de contempler.

143. Un autre paragraphe de ce projet de résolution donne à ce comité spécial l'autorisation de se réunir en tout autre lieu que le Siège de l'Organisation des Nations Unies. Cela ne veut pas dire que nous donnions à ce comité l'autorisation de négocier avec les gouvernements d'Etats souverains au sujet de leurs territoires coloniaux. Cependant, dans bien des cas, il n'est pas possible d'obtenir les renseignements voulus ici et, dans le cas d'un ou de deux pays avec lesquels nous avons déjà tenté de négocier, nous avons constaté que ces pays ne permettaient pas aux délégations des Nations Unies de pénétrer sur les territoires considérés; nous devons donc donner à ce comité l'autorisation de se réunir là où il l'estimera bon afin d'obtenir les renseignements recherchés et de s'acquitter de sa mission.

144. Les autres paragraphes traitent d'aspects plus constructifs de la question et il y est demandé au Conseil de tutelle, au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, aux institutions spécialisées, etc., de travailler à cette fin dans leurs domaines d'activité respectifs. Il n'est pas nécessaire que je m'étende sur ce point, si ce n'est pour rappeler qu'il y a certaines régions des empires coloniaux où cette résolution n'a pas été respectée et où l'on semble encore vivre dans des conditions inchangées depuis bien des dizaines d'années.

145. A ce propos, je n'ai cessé de répéter que nous reconnaissons toujours les progrès qui sont réalisés et que nous en rendons hommage à qui de droit lorsqu'il y a lieu. S'il est vrai que l'Empire britannique compte encore une trentaine ou une quarantaine de territoires coloniaux et environ 30 à 40 millions d'êtres humains sous sa domination — ce vaste empire sur lequel, disait-on, le soleil ne se couchait jamais et qui s'étendait sur toutes les mers et tous les continents — là du moins le processus de liquidation a commencé. Nous éprouvons nous-mêmes quelque fierté à penser que nous avons encouragé ce processus. Cependant, il reste toujours ces territoires dont je viens de parler — encore que certains d'entre eux, comme le Tanganyika, soient sur le point d'accéder à l'indépendance et que, je l'espère, les territoires de l'Afrique orientale britannique doivent venir bientôt se joindre à nous en tant qu'Etats indépendants. Je tiens à exprimer l'espoir que l'on ne cherchera pas à reprendre d'une main ce qu'on donne de l'autre, car toute tentative pour porter atteinte à l'indépendance nationale qui est accordée aurait de très graves répercussions; la responsabilité, c'est-à-dire l'exercice du pouvoir, ne serait plus en effet du ressort

de la puissance métropolitaine et, en même temps, ne serait pas encore solidement établie chez les populations coloniales elles-mêmes.

146. Donc, il reste encore ce vaste territoire de l'ancien Empire britannique et, dans certains cas comme celui de la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland — sur ce point je ne fais aucune réserve —, nous attendons fiévreusement de voir ce qui adviendra, car au début de ce siècle, sous l'influence du libéralisme qui avait caractérisé le XIX^{ème} siècle, l'Empire britannique a accordé ce qu'on a appelé l'indépendance à une minorité d'habitants de cette terre de l'Union sud-africaine, qui a environ deux siècles de retard sur la civilisation moderne pour toutes ces questions, ce qui a eu pour conséquence qu'une petite minorité n'a acquis l'"indépendance" que pour opprimer les autres.

147. La Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland est géographiquement, politiquement, sentimentalement et "moralement" proche de l'Union. Dans les trois territoires du Souaziland, du Betchouanaland et du Bassoutoland qui connaissent certaines difficultés sur le plan géographique et dans le territoire du Sud-Ouest africain qui devrait être un territoire sous tutelle, des problèmes particuliers se posent. Si ces pays reçoivent simplement une indépendance creuse mais non son contenu, nous condamnerons encore des millions et des millions d'êtres humains à la domination et au racisme d'une petite minorité. C'est pourquoi mon pays reste vigilant sur ce point. Nous ne souhaitons nullement retarder le progrès de la Rhodésie et du Nyassaland réunis. Nous ne voulons nullement nous prononcer sur les avantages ou les inconvénients d'une fédération ou d'un système non fédéraliste. Ce qui nous intéresse c'est que la population africaine, la population asiatique ou toute autre population qui n'appartiennent pas à la race des dirigeants ne deviennent pas les esclaves d'un empire et ne connaissent pas le même genre de démocratie que celle des Grecs d'il y a 2 000 ans, alors que les destinées et la liberté de 300 personnes exigeaient l'oppression de 30 000 personnes. C'est pourquoi, tout en restant vigilants sur ce point, nous ne souscrivons pas à la perpétuation de l'empire. En cette matière, le Royaume-Uni a le devoir envers lui-même, envers ses associés du Commonwealth, envers le bon exemple qu'il a donné au cours des quelques dernières années en hâtant le processus de libération, de faire en sorte qu'un plus grand nombre d'êtres humains ne se trouvent pas condamnés à l'esclavage racial sous prétexte de libération.

148. Je passe maintenant à l'exemple classique de l'empire du XX^{ème} siècle, l'empire du Portugal. Ce pays d'Europe relativement petit a sous sa domination — si mes chiffres sont exacts, comme je le crois — environ 3 300 000 km² de territoires en Afrique et en Asie, et ces territoires comptent à eux tous plus d'habitants que le Portugal même.

149. Or on s'efforce non seulement de perpétuer le colonialisme dans ces territoires, mais encore on cherche à tromper l'Assemblée en prétendant qu'ils font partie du Portugal. Je voudrais que vous examiniez cette affirmation non pas simplement du point de vue de la terminologie. Lorsqu'un pays déclare que le territoire d'un autre lui appartient, il adopte une attitude différente de celle des autres pays métropolitains — la Grande-Bretagne, par exemple, qui déclare toujours "nous possédons tel territoire, mais nous espérons qu'un jour il sera libre" — même si,

dans ce cas, "un jour" veut dire dans 500 ans — alors que dans le cas du Portugal cette affirmation signifie que, non seulement aujourd'hui mais à jamais, ce pays refusera d'accorder l'indépendance à des populations coloniales sous prétexte que ce ne sont pas des populations coloniales. C'est ainsi que les Portugais procèdent. Ils leur disent: "Vous n'êtes pas des populations coloniales, vous faites partie du Portugal." Cependant, si elles font partie du Portugal, elles devraient jouir des droits civiques et de toutes les égalités qui accompagnent ces droits.

150. Voilà donc un Membre de l'Organisation des Nations Unies qui, non seulement aujourd'hui, non seulement demain, mais toujours, refusera de donner à un peuple la patrie qui est en fait la sienne. Et alors que le puissant Empire britannique a jugé bon, par habileté politique, par clairvoyance, par bon sens et par décence, de renoncer à tous pouvoirs dans son grand empire de l'Inde, peut-on croire que le petit territoire enclavé dans l'Inde et que le Portugal considère comme faisant partie du Portugal va rester dans la sujétion? Peut-on imaginer que notre désir de ne pas provoquer d'actions guerrières en quelque endroit que ce soit, notre répugnance à agir directement et à créer dans le monde encore plus de difficultés qu'il n'y en a déjà, vont durer indéfiniment? On ne peut certes pas opprimer indéfiniment des populations.

151. L'autre jour, parlant devant la Quatrième Commission [1207ème séance] parce que le représentant du Portugal avait contesté certaines déclarations de notre premier ministre, j'ai eu l'occasion de répéter qu'en tant qu'Etat nous n'avions pas abjuré l'emploi de la force. Il y a en Inde beaucoup de pacifistes qui ne veulent pas de l'emploi de la force. Les enseignements de Gandhi étaient opposés à l'emploi de la force. Toutefois, en tant qu'Etat nous disposons d'une armée, d'une marine et d'une aviation, qui je l'espère ont de la valeur. Nous n'avons donc pas abjuré l'emploi de la force. Nous avons signé la Charte et nous sommes disposés à mettre les forces armées de notre pays à la disposition des Nations Unies. Par conséquent si l'agression se poursuit indéfiniment, si nos populations risquent à tout moment d'être abattues de sang-froid, s'il n'y a pas de liberté civile et si la paix et la sécurité de notre pays d'une part et celles du monde entier d'autre part sont mises en danger par les conflits incessants qui se déroulent sur notre territoire, nul n'a le droit, ni même en vertu de la Charte des Nations Unies, ni en vertu d'aucune loi de morale, d'aucune règle d'éthique politique, d'aucun principe régissant le comportement des Etats sur le plan international, d'empêcher un Etat souverain comme le nôtre de chercher à parachever la libération de l'ensemble du pays.

152. Comme on l'entend souvent dire en Inde, pour nous Goa est comme une œuvre inachevée. J'entends par là qu'il y avait sur notre territoire trois puissances coloniales, dont l'une était la Grande-Bretagne, la plus importante de toutes. Nous avons négocié avec cette puissance et c'est vraiment ce qui importe le plus. Il y avait ensuite la France qui possédait sept enclaves dans notre pays et, par de patientes négociations, nous sommes parvenus à une solution en vertu de laquelle nous avons au moins obtenu que ces territoires, aussi petits soient-ils, nous soient transférés en fait, et je ne pense pas que le transfert de droit se fasse longtemps attendre.

153. Nous avons longtemps essayé de négocier, nous avons maintenu des missions à Lisbonne, nous avons négocié avec les Portugais. Nous avons agi ainsi même lorsqu'ils se sont adressés à la Cour internationale de Justice en invoquant des motifs indéfendables, lorsqu'ils ont revendiqué le droit de passage sur notre territoire souverain afin d'opprimer les habitants de leur colonie. Nous nous sommes toujours conformés à la Charte et au droit des gens.

154. Ce que j'ai déclaré l'autre jour devant la Quatrième Commission reste la politique de mon gouvernement. Nous n'aurons pas recours à l'emploi de la force si nous pouvons l'éviter. Toutefois, le moment venu, si l'agression se poursuit de telle sorte que des milliers et des milliers d'êtres humains soient obligés d'endurer cette situation, si l'opinion publique de notre pays ne peut plus supporter de voir que des frères de race soient assassinés et si le territoire devient également une arène où s'affrontent les intrigues internationales, alors, en qualité d'Etat souverain, nous nous réservons le droit de prendre les mesures qui nous plairont, sous réserve de respecter le droit des gens. C'est tout ce que nous avons déclaré et notre position reste inchangée.

155. Mais, cela dit pour éclairer la situation, nous ne nous précipitons pas en cette affaire, sachant pertinemment que le recours à l'emploi de la force, quelle qu'en soit la justification, a toujours d'autres conséquences. Néanmoins il n'est pas possible qu'un Etat souverain, disposant de ressources suffisantes pour sa défense et pour sauvegarder sa dignité et sa souveraineté, reste longtemps impassible. Ce n'est pas là tenir des propos violents. Il n'est pas question d'adresser un ultimatum au Portugal ou de prendre une mesure quelconque de ce genre. Cependant, notre peuple s'impatiente et notre gouvernement s'est efforcé depuis tant d'années déjà de modérer cette impatience que nous ne pourrions longtemps contenir ce sentiment inspiré par des motifs légitimes et par le désir d'être libre.

156. Telles sont les déclarations que je voulais faire à propos de certains territoires d'Asie.

157. En Afrique, je dois parler de l'Angola et du Mozambique et d'autres territoires où sévit aujourd'hui une cruauté telle qu'elle surpasse encore ce que l'on avait connu au temps de l'impérialisme, pendant des centaines d'années. Des gens ont été victimes d'assassinats, un grand nombre de personnes ont été chassées de chez elles avec leur famille. Il y a de nombreux réfugiés. Les mesures de répression qui sont prises sont incompatibles non seulement avec la Charte mais encore avec l'attitude que l'on doit pouvoir attendre d'un Membre de l'Organisation des Nations Unies. A aucune tribune nous n'avons jusqu'ici soulevé cette question, si ce n'est pour appeler sur elle l'attention des autres Etats Membres et pour alerter l'opinion publique; j'espère que l'opinion publique saura en prendre note, car l'opinion publique est souvent le remède le plus efficace contre les maux qui affligent le monde, et l'on est parvenu aujourd'hui au point où le pays intéressé n'a plus d'amis qui soient favorables au maintien de son empire. Nous sommes l'un des peuples qui désirent rester amis avec ce pays; notre peuple s'est trouvé associé à la civilisation portugaise, encore que ce fût par le moyen de la conquête, pendant trois ou quatre cents ans. Certaines personnes parlent la langue; il n'est pas dans notre intention, pas plus que dans le cas de Pondichéry, d'effacer ce qui a

laissé une empreinte historique, en apportant l'indépendance et la libération à ces régions.

158. Cependant, d'un autre côté, l'impérialisme du Portugal est l'une de ces choses qui tournent en dérision la résolution 1514 (XV). Il s'agit d'un pays relativement petit mais qui a, il est vrai, des alliés puissants. Et une fois de plus, sans vouloir offenser personne, aucune grande puissance, nous tenons à dire que l'alliance armée de pays coloniaux avec d'autres pays nous cause quelque inquiétude car ce déploiement de forces ne peut durer longtemps — c'est le cas en Algérie où, nous dit-on, près de la moitié de l'aviation française et une partie importante de la flotte française s'emploient à réprimer le soulèvement du peuple algérien. De nombreux pays ont maintenant reconnu le Gouvernement provisoire de la République algérienne. De nombreux autres ne l'ont pas encore fait. Ce n'est qu'une question de discrétion et de patience. Le moment ne tardera plus où la France devra reconnaître qu'il n'y a pas à l'heure actuelle, en 1961, deux manières de régler la question des territoires coloniaux. Ou bien on s'y maintient et l'on en subit les conséquences, ou bien on s'en retire et l'on se conforme aux principes de la Charte. Que l'on songe donc à l'Empire français en Afrique où, pour ajouter à toutes les autres difficultés, on a notamment utilisé ces territoires et cette région pour y faire des essais d'armes nucléaires, contre le gré et sans l'assentiment des populations africaines.

159. Telles sont donc les tâches encore inachevées dans le domaine colonial; telles sont les raisons pour lesquelles 28 orateurs ont parlé devant l'Assemblée au cours des cinq ou six dernières séances et, en un sens, notre temps a été bien employé. Nous avons pris des décisions et nous devons continuer notre tâche. Au paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution [A/L.366 et Add.1], on lit qu'un comité spécial sera créé. Je ne doute nullement que le Président ne prenne les mesures nécessaires dès que l'Assemblée aura adopté ledit projet de résolution.

160. Nous sommes aussi saisis de deux autres projets de résolution, l'un présenté par la Nigéria [A/L.357] et l'autre par l'Union soviétique [A/L.355]. Ma délégation aura sans doute quelque chose à dire en temps opportun sur ce second texte mais, pendant que je suis à cette tribune, je tiens à dire, sans aucune réserve, que le Gouvernement indien n'accepte pas le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution de la Nigéria, quelle que soit son attitude par ailleurs, car dans ce paragraphe on a fixé la date limite de 1970. Or nous n'avons pas fixé de date limite pour la Nigéria, et la Nigéria ne s'est pas fixé elle-même une date limite. Pour une partie de l'Afrique, rester sous la domination coloniale jusqu'en 1970, c'est bien long et, je le répète, cette date de 1970 ne concerne que l'Afrique. Il y a des territoires coloniaux dans la région des Caraïbes, il y a des territoires coloniaux en Asie, Timor dans le Pacifique, Macao au large de la côte chinoise et Goa sur notre propre péninsule — tous ces autres territoires existent — et le projet de résolution ne prévoit cette date limite de 1970 que pour l'Afrique. Aussi est-il impensable que le Gouvernement indien accepte cette date. Pour la même raison, nous ne voulons accepter aucune date. Pour certaines populations, il peut être trop long à attendre jusqu'à la fin de 1962. De toute façon, cela crée un problème. Si à la fin de 1962 rien ne s'est produit, alors on pourra encore considérer que la résolution 1514 (XV) est tournée en dérision. Nous sommes

donc d'avis que l'indépendance doit être immédiate; nous ne voulons pas nous occuper du calendrier. Et le seul moyen de la rendre immédiate est de prendre des mesures qui mettront fin aux empires et non pas graduellement; nous partageons l'opinion des orateurs qui ont exprimé le désir de voir raccourcir les délais.

161. Les nations non engagées qui se sont réunies à Belgrade^{11/} ont discuté cette question longuement et sont toutes parvenues à la conclusion qu'il n'était pas de l'intérêt des colonies de fixer à l'avance une date pour leur libération, mais que leur libération devait être imposée par le rythme des événements. Il n'y a aucune raison de fixer 1962 comme date limite car nous avons déclaré que les peuples dépendants n'avaient pas à posséder certaines qualités requises ni à passer des examens pour qu'il soit possible de liquider les empires. Les puissances qui les dirigeaient jusqu'à maintenant n'ont pas le droit de se trouver là et les populations ont, elles, le droit d'être libres. C'est tout.

162. Comme je l'ai déjà dit, il y a aujourd'hui à l'Assemblée de nombreux représentants de pays qui étaient encore des colonies il y a seulement deux, cinq, huit ou 10 ans et qui remplissent aujourd'hui d'importantes tâches au service de l'humanité.

163. Cela me conduit à la partie suivante de mon exposé, qui concerne l'Irian occidental^{12/}. La question de l'Irian occidental est une question sur laquelle l'Assemblée est bien renseignée car nous la discutons en détail depuis des années à la Première Commission. J'espère ne pas être mal compris en disant que le projet de résolution [A/L.354] présenté par les Pays-Bas — que nous ne pouvons cependant pas accepter et que l'Indonésie n'a pas accepté car il va en grande partie à l'encontre de l'histoire — représente au moins un changement. Il implique en effet que les Pays-Bas nous font savoir ici qu'ils honoreront leur engagement de mettre fin à leur empire. Naturellement je ne suppose pas que cela s'applique à leurs possessions de la région des Caraïbes mais enfin ils se proposent de mettre fin à leur empire. Toutefois, cela dit, j'apprends que dans son dernier discours sur ce sujet le représentant des Pays-Bas a bien précisé qu'il n'y aurait rien de changé avant un an. Aussi, sans vouloir discuter des mérites du projet de résolution [A/L.367] que nous avons présenté, je dois dire qu'il est de nature différente; dans ce texte, nous demandons que la question fasse l'objet de négociations directes. Nous proposons aussi que, compte tenu de l'historique de cette question et du fait que l'Assemblée doit être désireuse de voir autant que possible, si toutefois cela est possible, les changements s'opérer d'une façon pacifique, de nouvelles tentatives soient faites pour que les deux parties intéressées entament des négociations bilatérales, des discussions bilatérales.

164. Maintenant, on se demande peut-être quelle est notre propre position devant cette question. Je voudrais donc, sans vouloir discuter du bien-fondé de cette position et sans demander à l'Assemblée de prendre parti, essayer d'exposer nos raisons à l'Assemblée. Donc, ce qui est à la base de la situation actuelle en Irian occidental, c'est la charte de transfert de la souveraineté incorporée à l'Accord de la Conférence de la Table ronde de 1949^{12/}. L'article

^{11/} Conférence des pays non alignés, tenue du 1er au 6 septembre 1961.

^{12/} Organisation des Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 69 (1950), I, No 894.

premier de cette charte stipule que "le Royaume des Pays-Bas transfère ... de façon inconditionnelle et irrévocable" — si toutefois ces mots veulent dire quelque chose et j'espère que l'Assemblée le remarquera — donc, "le Royaume des Pays-Bas — c'est-à-dire le Gouvernement néerlandais — transfère à la République des Etats-Unis d'Indonésie, de façon inconditionnelle et irrévocable, l'entière souveraineté sur l'Indonésie, et par là même reconnaît ladite République des Etats-Unis d'Indonésie comme Etat indépendant et souverain".

165. A la Conférence de la Table ronde, les représentants de l'Indonésie ont soutenu la thèse selon laquelle l'Irian occidental avait toujours fait partie de l'Indonésie. Or on me dit que la délégation des Pays-Bas a rappelé ici que nous avons appuyé une proposition présentée à la Quatrième Commission [190ème séance], proposition qui, par la suite, a été adoptée par l'Assemblée à sa cinquième session et qui avait trait à la communication des renseignements relatifs aux territoires non autonomes — et, si j'ose m'exprimer ainsi — il s'agit là soit d'un malentendu soit plutôt d'une déformation des faits. Je ne dis pas que cette déformation des faits soit l'œuvre des Néerlandais, mais le résultat est le même. En fait, quand la Quatrième Commission a été saisie de la question de la communication des renseignements concernant l'Irian occidental, le Gouvernement indien a réservé sa position.

166. Il a déclaré que la communication des renseignements concerne les territoires qui sont réellement dépendants, quoi qu'il en soit de la question de souveraineté. Si ces territoires sont dépendants, si leur administration est, à tort ou à raison, entre les mains de quelqu'un — comme c'était le cas pour la Tunisie et le Maroc, au sujet desquels nous avons soutenu que ces pays n'étaient pas des colonies mais des pays qui avaient formé une alliance avec la France il y avait de nombreuses années et qui, en vertu du Traité d'Algésiras^{13/}, devaient garder leur souveraineté —, dans ce cas nous avons demandé que l'indépendance leur fût rendue. Nous avons simplement demandé la restitution de l'indépendance à des territoires qui étaient en fait dépendants; à cette époque, nous avons fait des réserves, et le fait que nous avons admis que les dispositions du paragraphe e de l'Article 73 leur étaient applicables ne peut être invoqué à l'appui de la thèse selon laquelle l'Irian occidental serait un territoire distinct, une colonie néerlandaise. L'Irian occidental, du point de vue du Gouvernement indien, fait partie intégrante de l'Indonésie.

167. Cependant, dans toutes ces questions, lorsque surviennent d'importants changements, nous pensons qu'il y a matière à pourparlers et à entente. Aussi, puisque les Pays-Bas ont décidé, selon leur projet de résolution [A/L.354], de se retirer de l'Irian occidental, la question du sort de ce territoire doit faire l'objet de pourparlers et d'un accord. Je tiens aussi à ajouter que nous ne pouvons accepter ce qui est prévu dans le projet de résolution des Pays-Bas, à savoir que l'Organisation des Nations Unies devrait créer une commission pour la Nouvelle-Guinée néerlandaise, car cela implique, au mieux comme au pire, que la question de souveraineté est contestée. Ce paragraphe particulier préjuge la question. Nous sommes tout disposés à laisser ceci en suspens et à permettre à l'Indonésie et aux Pays-Bas de se réunir sous l'égide du Président de l'Assemblée afin de

rechercher les moyens d'organiser ce processus de liquidation.

168. Nous tenons à exprimer notre satisfaction du fait que le Gouvernement néerlandais a offert de dépenser d'importantes sommes d'argent pour le développement économique de ce territoire. Toutefois, aucune aide économique, si importante soit-elle, ne peut remplacer la liberté d'un peuple. On peut soutenir que les habitants de l'Irian occidental ont droit à l'autodétermination; s'il en était ainsi, ce serait à l'Assemblée de le décider et, quels que soient les résultats des travaux accomplis sous l'égide du Président, en ce qui concerne la question de la souveraineté, ceux-ci présenteraient un certain intérêt pour l'Assemblée. Toutefois, si l'on estimait que tout pays devrait venir ici déclarer qu'il accepte la doctrine de l'autodétermination, alors il nous semble que chaque village, chaque Etat et chaque municipalité devrait devenir territoire indépendant.

169. La position du Gouvernement indien est la suivante: l'Irian occidental est un territoire colonial qui était administré par les Pays-Bas et dont la souveraineté a été transférée en vertu des dispositions de la charte de transfert de la souveraineté. Quoi qu'il en soit, je n'ai pas l'intention de discuter ici, maintenant, de la valeur de cette opinion car nous souhaitons éviter de créer des difficultés à ce sujet. Nous sommes fermement persuadés qu'étant donné ce qui s'est passé depuis cinq ou six ans et le fait qu'un grand nombre de Néerlandais et d'Indonésiens ont reconnu quels étaient leurs intérêts, une nouvelle période de négociation directe, avec l'aide des bons offices du Président de l'Assemblée, permettrait d'aboutir à une solution qu'il n'était pas possible de trouver jusqu'à présent.

170. Certains demanderont peut-être si ce n'est pas là une échappatoire. Nous répondrons qu'il y a un an, deux ans ou cinq ans, personne n'aurait pensé que la puissance impériale des Pays-Bas viendrait ici se déclarer prête à se retirer de ce territoire. Cependant, à l'heure actuelle, pour se retirer, les Pays-Bas veulent prescrire quelque chose au sujet de l'avenir du territoire. D'après ce que je crois comprendre, les Indonésiens répondent que les Pays-Bas n'ont pas le droit de donner ce territoire, parce qu'il ne leur appartient pas.

171. Pour ce qui est de ce que nous pouvons faire à la présente session, nous pensons que notre projet de résolution [A/L.367] permettrait peut-être de mettre fin à la domination impériale des Pays-Bas en Irian occidental, ce qui donnerait aux habitants de l'Irian occidental la possibilité de se joindre aux Indonésiens; en fait, la situation de l'Irian occidental ressemble beaucoup à celle de Goa, à cela près toutefois que pour Goa il n'existe pas de charte de transfert de la souveraineté. L'Irian occidental fait partie du territoire indonésien et, comme nous l'avons dit, si l'on considère la question de l'Irian occidental en tenant compte de la résolution 1514 (XV) et de l'histoire de la question, l'Irian occidental n'a jamais existé, seule existait l'Indonésie. Il n'y avait pas d'Irian occidental avant la charte de transfert de la souveraineté, il n'y avait que l'Indonésie. Je sais qu'on invoquera l'argument selon lequel il s'agissait d'une région où une Résidence avait été maintenue, etc. Il est bien certain que les Pays-Bas voient la question sous un autre angle. Tenant compte de l'histoire de ce conflit, il existe un différend qui n'a pas été réglé entre l'Indonésie et les Pays-Bas,

^{13/} Signé le 7 avril 1906.

c'est incontestable, mais pour nous c'est un différend qui ne porte pas sur la souveraineté mais sur la manière dont la question doit être résolue.

172. Le quatrième alinéa du préambule du projet de résolution [A/L.367] est ainsi conçu: "Ayant entendu les déclarations du Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas et du Ministre des affaires étrangères de l'Indonésie" — si le Ministre des affaires étrangères de l'Indonésie, au nom de son gouvernement et du peuple indonésien, avait pu accepter la proposition faite par les Pays-Bas, nous n'en serions pas ici à discuter d'arguties de constitutionnalité; toutefois, le Gouvernement indonésien ne peut accepter cette proposition parce que la population indonésienne n'ignore pas quelle est sa situation dans cette affaire. Les deux alinéas suivants sont ainsi libellés: "Préoccupée par le fait que la prolongation de ce différend pourrait entraîner une nouvelle aggravation des relations entre les deux pays" — relations qui ne cessent de s'aggraver depuis longtemps — et "Désireuse de voir rétablies des relations normales et amicales entre les Pays-Bas et la République d'Indonésie", ce qui est très nécessaire à nos yeux pour la stabilité de la région du monde où nous nous trouvons — plus particulièrement pour le vaste archipel indonésien qui s'étend dans l'océan Pacifique et au sujet duquel certaines positions ont été prises lors de la deuxième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, qui s'est tenue à Genève en 1960, positions qui pour nous étaient assez décevantes — nous estimons donc, selon les termes du septième alinéa du préambule du projet de résolution, "qu'il est nécessaire d'apporter à ce problème une solution pacifique par voie d'accord".

173. Le dispositif du projet de résolution de l'Inde est ainsi conçu:

"1. Invite instamment les Gouvernements de l'Indonésie et des Pays-Bas à entreprendre de nouvelles négociations, sous l'égide du Président de l'Assemblée générale, en vue de résoudre cette question conformément aux principes de la Charte des Nations Unies;

"2. Prie le Président de faciliter les négociations bilatérales envisagées sous ses auspices, au paragraphe 1 ci-dessus;

"3. Prie les Gouvernements de l'Indonésie et des Pays-Bas de coopérer ..."

174. Je prétends que c'est là un projet de résolution qui ouvre les voies de la paix et non les voies du conflit. Aucune des parties ne risque de perdre beaucoup, car le Gouvernement des Pays-Bas n'avait pas, de toute façon, l'intention de faire quoi que ce soit avant un an. Il avait demandé qu'une commission d'enquête fût créée par les Nations Unies, ce qui revenait à préjuger l'ensemble de la question de la souveraineté et je ne vois pas sur quelle autorité on pourrait se fonder si ce n'est dans le cadre des buts généraux de la Charte, car il n'existe pas en l'occurrence d'accord de tutelle. En outre, l'administration du territoire est actuellement aux mains de l'une des parties et toute enquête qui pourrait être faite serait influencée par cet état de choses.

175. C'est pour toutes ces raisons que nous avons présenté en toute bonne foi ce très simple projet de résolution qui se borne à souhaiter que les négociations bilatérales, qui se poursuivent d'ailleurs depuis longtemps, engendrent, avec l'aide du Président,

une situation différente puisque les circonstances actuelles ne sont plus ce qu'elles étaient il y a deux ou trois ans.

176. Le fait que le Gouvernement néerlandais a accepté la résolution sur la liquidation du colonialisme et que l'opinion publique de ce pays est disposée à admettre que l'autorité des Pays-Bas cesse de s'exercer dans cette région écarte l'une des difficultés principales. En ce qui concerne l'autre difficulté, c'est-à-dire le fait que l'opinion publique aux Pays-Bas a encore ses propres vues sur la question de savoir qui détient la souveraineté, il s'agit là d'une difficulté pour laquelle nous pourrions peut-être trouver une solution dans le cadre de l'Accord de Linggadjati et grâce à l'aide que le Président apportera aux parties pour les amener à comprendre leurs positions respectives.

177. N'oublions pas qu'en 1946 il semblait que la position de l'Indonésie pût donner lieu à quelque chose comme la guerre; le Conseil de sécurité est intervenu et l'Indonésie indépendante a surgi presque du jour au lendemain. Aujourd'hui, elle est l'un des pays qui, au sein de l'Organisation, apporte une contribution effective à la mise en œuvre des objectifs de la Charte. Nous proposons donc à l'Assemblée d'adopter ce projet de résolution qui est conforme au principe du règlement pacifique des différends. Nous avons présenté notre propre interprétation qui est l'interprétation du Gouvernement indien et notre position en ce qui concerne la souveraineté de l'Indonésie sur la totalité des îles indonésiennes, au nombre de 3 000 environ, constituant l'archipel. Si nous avons parlé de la question de l'interprétation du traité de 1949 qui, selon nous, engendre certaines conséquences, nous n'avons pas demandé aujourd'hui qu'une décision soit prise sur cette question. On peut consulter tous les documents suivants: l'Accord de la Conférence de la Table ronde, la résolution 1514 (XV) et tous les comptes rendus des débats qui ont eu lieu depuis. Je suis absolument certain, considérant que les négociations bilatérales ont donné des résultats dans le passé, qu'elles peuvent en donner dans le cas qui nous occupe et nous avons eu récemment l'exemple des Etats-Unis et de l'Union soviétique qui ont présenté à l'Assemblée une déclaration commune sur les principes convenus pour les négociations relatives au désarmement [A/4879].

178. Notre pays a toujours préconisé à cette tribune que les pays entre lesquels existent des divergences de vues doivent se rencontrer et non s'éviter. Nous pensons qu'il est préférable de ne pas faire intervenir d'autres éléments dans les circonstances actuelles et que toute influence qui pourrait se révéler nécessaire, selon l'évolution des pourparlers, pour rendre possible une médiation ou une conciliation ou encore pour provoquer un apaisement, pourrait venir du Président de l'Assemblée générale.

179. Pour toutes ces raisons, nous estimons donc d'une part que l'on est maintenant parvenu au stade où il convient d'assurer l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et d'autre part que le Comité que le Président devra désigner doit être créé avec l'approbation unanime de l'Assemblée.

180. En ce qui concerne la question particulière de l'Irian occidental, nous venons de présenter ce projet de résolution, qui constitue une offre de paix. Il s'agit là d'une situation qui suscite notre intérêt parce que nous ne voudrions pas que des divergences de vues ou un différend plus grave se fassent jour

dans cette région du monde. L'Asie du Sud-Est, pour un grand nombre de raisons, est une région névralgique. C'est un vaste archipel et nous avons tout lieu de penser que, lorsque ce problème sera résolu, les Pays-Bas pourront apporter une contribution bien plus importante au développement de cette région et à la mise en œuvre générale des buts des Nations Unies. J'ai donc l'honneur de présenter ce projet de résolution.

M. Slim (Tunisie) reprend la présidence.

181. M. SUBANDRIO (Indonésie) [traduit de l'anglais]: J'ai demandé à prendre de nouveau la parole dans ce débat après avoir entendu la déclaration faite le 15 novembre [1055ème séance] par le représentant des Pays-Bas, afin de donner aux représentants de l'Assemblée un complément d'informations plus précises qui leur permettent de parvenir à une conclusion correcte sur cette question de l'Irian occidental.

182. Me conformant à la demande du Président, j'ai considérablement abrégé la déclaration que je me propose de faire. J'ai cependant cru de mon devoir de prendre la parole en raison de la gravité de la question. Cette question de l'Irian occidental se rattache au problème colonial de l'Indonésie. La majeure partie de l'Indonésie a déjà accédé à l'indépendance. Cette indépendance a été chèrement acquise après une guerre coloniale et au prix de nombreuses vies humaines.

183. En outre, la question de l'Irian occidental est l'une des sources du différend entre les Pays-Bas et l'Indonésie, parmi tant d'autres qui ont toujours été exploitées par les Pays-Bas afin de rendre la situation de l'Indonésie toujours plus difficile tant sur le plan intérieur que sur le plan international. Comme je l'ai déclaré, même après avoir reconnu l'indépendance de la République d'Indonésie les Pays-Bas n'ont jamais pu admettre l'idée de transformer les anciens liens coloniaux en des liens plus profitables de coopération et d'amitié durable dans l'intérêt des deux pays.

184. Je ne serais pas revenu sur cet aspect de la question de l'Irian occidental si le représentant des Pays-Bas n'avait pas adopté la position inverse en parlant de l'Irian occidental comme si cette question ne se rattachait pas au problème colonial de l'Indonésie. A l'appui de son argumentation, le représentant des Pays-Bas a cité certains paragraphes de mémoires sur l'histoire de la Constitution indonésienne de 1945, texte qui a été adopté immédiatement après la proclamation de l'indépendance de l'Indonésie le 17 août 1945.

185. En bref, le représentant des Pays-Bas a cherché à donner l'impression que M. Hatta avait été partisan d'exclure l'Irian occidental du futur territoire de l'Indonésie, tout en prêtant au président Sukarno des mobiles que l'on pourrait qualifier de visées expansionnistes.

186. Tout d'abord, je regrette vivement qu'une question d'une telle gravité — une question qui risque même de donner lieu à un conflit réel dans cette région du monde si on ne l'aborde pas avec sincérité, honnêteté et diplomatie — ait été traitée aussi à la légère par le représentant des Pays-Bas, comme si la question de l'Irian occidental n'était qu'un jeu de mots, comme si cette grave question ne fournissait qu'une occasion de faire de l'esprit.

187. Peut-être le représentant des Pays-Bas a-t-il déjà épuisé les arguments sincères et valables qu'il

pouvait présenter à l'appui de la thèse de son pays; aussi a-t-il cru bon de citer des mémoires sur les délibérations privées des dirigeants indonésiens au cours des journées incertaines et tumultueuses qui précédèrent la fin de la seconde guerre mondiale. Toutefois, il est certain qu'il faut analyser et interpréter ces délibérations comme faites des opinions personnelles de certains dirigeants sur un problème particulier. A mon humble avis, il semble plutôt déplacé de se servir d'extraits de ces délibérations privées comme d'arguments contre la politique qui a été officiellement tracée, instaurée et par la suite mise en œuvre par l'Indonésie depuis le début de la République, et cela n'est certainement pas une preuve de bonne foi.

188. Je ne nierai pas les divergences d'opinions et d'idées personnelles qui se sont manifestées parmi les dirigeants indonésiens avant la proclamation de l'indépendance de l'Indonésie, mais il est clair qu'en définitive il a été décidé finalement que le territoire indonésien devait comprendre l'ensemble des Indes néerlandaises, rien de plus, rien de moins. J'ajouterai qu'avant la proclamation — et même avant la guerre — des divergences d'opinions se faisaient également jour parmi les dirigeants indonésiens quant à la structure de l'Etat indonésien, ces opinions se fondant soit sur des principes unitaires, soit sur des principes fédéralistes. En définitive, la nation a décidé que l'Indonésie serait un Etat unitaire faisant place à une large autonomie régionale. La devise de l'Indonésie, "Bhinneka tunggal ika", signifie "l'unité dans la diversité".

189. Le 17 août 1945, le président Sukarno a proclamé l'indépendance de l'Indonésie. Le lendemain de la proclamation, les dirigeants nationaux ont confirmé que le territoire de l'Indonésie comprenait la totalité du territoire des Indes néerlandaises et, par la suite, nous avons reçu l'appui des populations de toutes les régions de l'Indonésie, y compris de l'Irian occidental. Le Président a bien précisé dans un discours prononcé à la radio que l'Indonésie était exactement ce qu'elle était auparavant, c'est-à-dire qu'elle comprenait les Indes néerlandaises qui, pour parler communément, s'étendent d'Atjeh, pointe septentrionale de Sumatra, jusqu'à Merauke, pointe orientale de l'Irian occidental.

190. Permettez-moi aussi de prouver indéniablement que nous ne sommes pas des expansionnistes ou des néo-colonialistes, comme la délégation des Pays-Bas et d'autres puissances l'ont insinué soit à l'Assemblée, soit au dehors. Il serait plutôt comique, si les événements n'étaient pas si tragiques, d'entendre les puissances coloniales faire la leçon sur la signification de l'autodétermination.

191. Comme je l'ai déclaré devant l'Assemblée, c'est au prix d'amères expériences et de lourds sacrifices que nous avons appris ce que signifie la liberté, ce que signifie l'autodétermination. Pour nous, ces mots ne sont pas de simples notions abstraites. Ces mots ne sont pas de simples slogans ou des mots imagés au moyen desquels on réunit des suffrages. Non, ces mots représentent l'âme indonésienne. Ces mots engendrent l'espoir d'une vie meilleure, ils suscitent la détermination, le courage et même, s'il le faut, les sacrifices personnels.

192. Il ne peut en être autrement chez un peuple fier et civilisé qui était encore il y a quatre siècles l'un des peuples les plus prospères et les plus importants de cette région du monde, puis qui a dû subir

la dégradation de l'asservissement colonial et n'a pas encore pu, même en cette année 1961, se libérer entièrement de l'esprit de vengeance et de subversion des Pays-Bas.

193. Nous n'avons aucune prétention sur les territoires qui ne faisaient pas partie des anciennes Indes néerlandaises, encore qu'ils soient situés sur la même île, et qui plus est, lorsque la Malaisie nous a fait part de ses intentions de se joindre en une fédération avec le Sarawak, le Brunéi et le Bornéo du Nord, qui sont trois colonies de la couronne britannique, nous avons déclaré que nous ne nous y opposons pas et que nous leur souhaitons plein succès dans leur union afin que chacun puisse vivre en paix et en liberté.

194. Pour plus de clarté, je me permets de rappeler à l'Assemblée que les trois quarts de l'île de Bornéo sont territoire indonésien, tandis que le reste constitue les trois colonies de la couronne britannique dont je viens de parler. Par leur nature et d'un point de vue ethnologique et géographique, ces territoires britanniques sont plus proches de l'Indonésie que de la Malaisie, par exemple. Toutefois, nous avons quand même fait savoir à la Malaisie que nous ne nous opposons pas à l'union de ces territoires, fondée sur la volonté de liberté des populations intéressées. En ce qui concerne l'Indonésie, et en vertu de la décision prise par la nation, nous nous en tenons à l'accord relatif à l'étendue du territoire de la République d'Indonésie, accord que le représentant des Pays-Bas a confirmé publiquement et officiellement au Conseil de sécurité des Nations Unies en 1948. Le représentant des Pays-Bas a, je le répète, publiquement et officiellement confirmé que:

"Toutes les parties s'accordent pour dire que ce qui constituait jadis les Indes orientales néerlandaises doit devenir un Etat indépendant aussitôt que possible¹⁴."

195. En conséquence, les opinions personnelles de M. Sukarno avant la proclamation de notre indépendance, qui ont été citées par M. Schürmann, au sujet de l'éventuelle création d'un Etat pan-malais, c'est-à-dire d'une fédération ou confédération qui aurait résulté de la volonté générale des populations, ne correspondaient nullement à un désir expansionniste. Après tout, au moment de ces délibérations, pendant la seconde guerre mondiale, alors que l'Indonésie n'entrevoyait pas encore la fin de la guerre, les frontières de l'ancien territoire des Indes néerlandaises avaient été remplacées par des limites de zones d'occupation japonaises qui ne coïncidaient pas avec ces anciennes frontières. Dans ces conditions, il est bien naturel que des opinions personnelles divergentes aient pu être exprimées en ce qui concerne les frontières éventuelles du futur Etat indonésien.

196. Même aujourd'hui les populations de race malaise souhaitent vivement en fait se rapprocher et réunir toutes leurs forces nationales pour un but commun, sur le plan politique, sur le plan économique et sur le plan culturel. Le Premier Ministre de Malaisie, Tunku Abdul Rahman, est particulièrement très partisan de cette conception.

197. Je crois qu'il est vraiment très difficile aux Pays-Bas de nier que la question de l'Irian occidental se rattache à l'ensemble du problème colonial de

l'Indonésie. J'examinerais maintenant les arguments juridiques par lesquels les Pays-Bas s'efforcent de dissimuler le fond réel du problème.

198. Le représentant des Pays-Bas a très habilement commencé par se référer à l'article 2 de la charte de transfert de la souveraineté qui est incorporée à l'Accord de la Conférence de la Table ronde. Afin de compéter sa présentation des textes, je me permettrai de citer aussi le paragraphe 1 de l'article premier de cette même charte, dont le représentant du Ghana a déjà parlé. Il est ainsi conçu:

"Le Royaume des Pays-Bas transfère à la République des Etats-Unis d'Indonésie de façon inconditionnelle et irrévocable l'entière souveraineté sur l'Indonésie et par là même reconnaît ladite République des Etats-Unis d'Indonésie comme Etat indépendant et souverain."

199. Telle est l'essence même de l'Accord: l'entière souveraineté sur l'Indonésie a été transférée de façon inconditionnelle et irrévocable à la nouvelle République d'Indonésie en sa qualité d'Etat indépendant et souverain.

200. Il est exact, je ne le nie pas, qu'il existe d'autres articles qui contiennent certaines autres dispositions, mais ces dispositions ont trait à la mise en application du transfert de la souveraineté sur l'ensemble de l'Indonésie. Ainsi, l'article 2 de la charte, que M. Schürmann a mentionné et qui vise le différend existant alors sur le statut politique de l'Irian occidental, ne fait nullement mention de la souveraineté qui, à l'article premier, est déjà transférée entièrement et de façon inconditionnelle et irrévocable.

201. Comme je l'ai déjà expliqué à l'Assemblée, ces clauses étaient indispensables aux Pays-Bas pour qu'au Parlement néerlandais on pût réunir la majorité des deux tiers requise pour l'approbation de l'Accord de la Conférence de la Table ronde et procéder à la revision nécessaire de la Constitution des Pays-Bas.

202. A cette époque, tout cela était bien compris, tant aux Pays-Bas qu'en Indonésie. De nombreuses personnalités éminentes des Pays-Bas qui n'ont pas de préjugés à l'égard de l'Indonésie ont confirmé et précisé ce point dans des déclarations publiques. C'est ainsi que récemment encore, le 13 novembre 1961, le quotidien néerlandais *Haagse Courant* rapportait que M. Suurhoff, président du parti travailliste néerlandais — le parti travailliste est par ordre d'importance le deuxième parti politique des Pays-Bas — avait fait la déclaration suivante. Je cite:

"M. Suurhoff n'aurait éprouvé aucun regret et n'aurait pas fait d'opposition si la Nouvelle-Guinée [occidentale] avait été visée par les dispositions du transfert de la souveraineté en 1949. Toutefois, c'était impossible; même sans qu'il fût question de la Nouvelle-Guinée [occidentale], le transfert de la souveraineté à l'Indonésie a tout juste obtenu, à cette époque, la majorité requise des deux tiers. Par la suite, le parti travailliste dut admettre que le problème avait été mis en veilleuse."

203. Ce qui est important dans cette citation, c'est qu'en dépit du fait que le président du parti travailliste néerlandais a donné de la situation une interprétation différente de la nôtre, il ne s'agit pas d'une question de principe mais bien d'un expédient permettant de réunir la majorité requise des deux tiers.

¹⁴/ Voir Documents officiels du Conseil de sécurité, troisième année, No 132, 388ème séance, p. 11.

204. En outre, le professeur Duinstee, membre du parti même de M. Luns, a également confirmé ce souci d'un expédient dans son livre intitulé La Nouvelle-Guinée, pont entre les Pays-Bas et l'Indonésie, qui vient d'être publié il y a seulement deux semaines. Voici, en traduction, un extrait (p. 183) de ce livre intéressant:

"Rétrospectivement, la séparation de la Nouvelle-Guinée de l'Indonésie a été une erreur. Elle était en fait nécessaire pour obtenir la majorité des deux tiers requise pour la loi sur le transfert de la souveraineté. La Nouvelle-Guinée a été le prix qu'il a fallu payer pour que le parti chrétien historique et le parti pour la liberté et la démocratie fussent disposés à donner leurs voix, et que ces partis ont jugé nécessaire pour se décharger de leurs responsabilités envers leurs membres et leurs électeurs. Cela était prévu depuis longtemps. Le problème de la Nouvelle-Guinée n'était d'importance vitale ni pour le parti catholique populaire, ni pour le parti travailliste, ni pour le Cabinet, mais simplement pour obtenir la majorité des deux tiers."

205. A la lumière de ces explications venant de personnes autorisées, il est clair que l'essence du contrat politique que renfermait la charte de transfert de la souveraineté entre l'Indonésie et les Pays-Bas consistait en ce que les Pays-Bas devaient abandonner leur souveraineté sur l'ancien territoire des Indes néerlandaises et transférer leur entière autorité de façon inconditionnelle et irrévocable à une Indonésie souveraine. En même temps, certaines dispositions étaient prévues, aussi pour des raisons de commodité, afin qu'il fût possible de mettre en application le transfert formel de la souveraineté à l'Indonésie.

206. On nous a demandé pourquoi nous ne réglions pas cette question de l'Irian occidental par l'intermédiaire de la Cour internationale de Justice. D'abord, comme il doit être évident maintenant, cette question se rattache à un problème colonial plus vaste qui n'a pas encore été complètement réglé. Cette question de l'Irian occidental n'est pas un simple litige entre deux Etats souverains. Le différend entre les Pays-Bas et l'Indonésie a des racines plus profondes et c'est délibérément que l'on a fait de l'Irian occidental un sujet de litige. Je reviendrai plus tard sur ce point.

207. Le contrat établi entre l'Indonésie et les Pays-Bas, tel qu'il ressort de la charte de transfert de la souveraineté, n'était pas à cette époque un contrat entre des parties égales, comme, par exemple, entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni aujourd'hui. Il s'agissait d'un contrat relatif à l'abandon par les Pays-Bas, puissance coloniale, à l'Indonésie, nouvel Etat souverain et indépendant, de la souveraineté sur tout le territoire des Indes néerlandaises. Cela était énoncé clairement au paragraphe 1 de l'article premier de la charte. Tel était l'esprit de l'ensemble de ce contrat. Dans ce contrat, il n'était nullement question du droit à l'autodétermination de la population de l'Irian occidental, il n'y était pas même fait allusion, pas plus qu'à l'instauration artificielle de ce territoire en un Etat indépendant distinct.

208. En toute franchise, à cette époque, ce contrat entre l'Indonésie et les Pays-Bas nous donnait satisfaction parce que les bases du transfert de la souveraineté étaient posées de façon nette et ferme. A vrai dire, nous n'avons pas attaché trop d'importance

à l'énoncé des autres dispositions de la charte après avoir reçu des assurances explicites selon lesquelles tous ces détails n'étaient prévus qu'à titre d'expédients politiques. Après avoir entendu les assurances répétées et les confirmations d'hommes d'Etat néerlandais tels que M. J. van Mook et M. van Royen, selon lesquelles les Indes néerlandaises — par la suite appelées Indonésie — deviendraient libres et indépendantes en tant qu'entité territoriale et nationale unique, nous nous sommes déclarés satisfaits du contrat. A cette époque, il n'existait en Irian occidental aucun mouvement en faveur d'une séparation de l'Indonésie. Au contraire — je le répète: au contraire — les chefs de la population locale ont fait des déclarations publiques et présenté des pétitions officielles aux forces d'occupation néerlandaises et au Gouvernement néerlandais afin que l'Irian occidental ne fût pas séparé de l'Indonésie.

209. Ces faits n'ont jamais été démentis par aucun porte-parole néerlandais. Des hommes d'Etat et des politiciens néerlandais les ont au contraire confirmés directement et indirectement. La population de l'Irian occidental n'a pas demandé la séparation, et même de nombreuses personnalités politiques des Pays-Bas estiment absurde de soutenir que l'on doit reconnaître à la population de l'Irian occidental un droit particulier et distinct à l'autodétermination. Par exemple, M. Gerretson, qui n'est d'ailleurs pas un ami de l'Indonésie mais qui s'est au contraire opposé avec véhémence au transfert de la souveraineté à l'Indonésie, a fait la remarque suivante dans un débat public au Parlement néerlandais:

"Considéré indépendamment de la querelle avec l'Indonésie, ceci" — c'est-à-dire le fait de conférer un prétendu droit à l'autodétermination — "est quelque chose d'étonnant en ce que l'on veut conférer aux Papous de l'âge de pierre ce que l'on refusait aux habitants du Surinam en 1953, bien que les Papous — je dis bien les Papous — n'aient rien demandé tandis que les habitants du Surinam revendiquaient vigoureusement ce droit."

Cette citation est tirée des procès-verbaux de la Première Chambre du Parlement néerlandais, 1954/1955, page 504.

210. Je ne crois pas que la Cour internationale de Justice soit le lieu où l'on puisse résoudre les problèmes coloniaux. Si les Algériens, par exemple, pouvaient s'adresser à la Cour internationale de Justice, le jugement qui serait prononcé serait peut-être que le colonialisme français est légal — légal selon le "droit international" — en vertu de tel ou tel traité.

211. En fait, le colonialisme est un contrat politique qui a une validité légale, mais allons-nous maintenir le colonialisme parce qu'on peut dire qu'il a une justification légale?

212. La charte de transfert de la souveraineté est un contrat politique concernant le transfert de l'entière souveraineté des Pays-Bas de façon inconditionnelle et irrévocable à la nouvelle République d'Indonésie en sa qualité d'Etat souverain. Cela est clair et explicite. A côté de cela, il existe des dispositions d'application destinées à ajuster la chose à la situation politique de l'époque aux Pays-Bas. Tant que les Pays-Bas n'auront pas appliqué complètement le contrat politique de transfert de la souveraineté à la nouvelle République d'Indonésie de façon inconditionnelle et irrévocable, il existera encore un problème

colonial de l'Indonésie et le colonialisme néerlandais s'exercera activement en Indonésie. Comme je l'ai déclaré, ce n'est pas par l'intermédiaire de la Cour internationale de Justice qu'on peut remédier au colonialisme qui peut se comparer à une maladie immorale et inhumaine des relations internationales. Tout traité entre nations, même fondé sur la loi du plus fort, peut être reconnu valable par la Cour internationale de Justice.

213. C'est pourquoi les Pays-Bas ont pu s'opposer à l'adoption d'un projet de résolution présenté par l'Indonésie à l'Assemblée générale de 1954 à 1957, recommandant aux deux parties d'entreprendre des pourparlers au sujet de la question de l'Irian occidental pour trouver une solution pacifique, parce que cette question de l'Irian occidental était considérée comme relevant de la compétence nationale. Nous avons pour principe général de nier la compétence de la Cour internationale de Justice en matière de problèmes coloniaux. Notre attitude n'est certainement pas due à la crainte de voir la Cour rendre un jugement favorable aux Pays-Bas au sujet de la charte de transfert de la souveraineté.

214. En résumé: a) la question de l'Irian occidental se rattache au problème colonial de l'Indonésie; b) l'Irian occidental fait partie de la lutte pour l'indépendance. Les raisons sont les suivantes: premièrement, l'Irian occidental faisait partie du territoire des Indes néerlandaises et, même avant l'ère du colonialisme néerlandais en Indonésie, il a fait partie des anciens empires Sriwidjaja et Modjopahit.

215. Ce dernier fait ressort clairement du livre intitulé *The Ageless Indies*^{15/} de l'anthropologue américain Raymond Kennedy. Je cite un extrait traduit de la page 34 de ce livre:

"... le grand Empire de Modjopahit, dont la capitale était située dans la partie orientale de Java, exerçait son autorité suprême sur la plus grande partie de l'Inde, des Philippines et du sud-est de l'Asie au XIVème siècle et pendant la majeure partie du XVème siècle. C'est à cette époque que la civilisation indo-javanaise s'est répandue très largement dans toute la région; même encore aujourd'hui, on trouve des traces de cette influence, sous la forme d'alphabets indiens anciens, d'objets en or et autres métaux, de monuments de pierre et d'innombrables traits de culture et de langue, vers le nord jusqu'à Luzon aux Philippines et vers l'est jusqu'à la Nouvelle-Guinée, limite extrême des Indes."

216. Deuxièmement, la proclamation de l'indépendance de la République d'Indonésie le 17 août 1945 a reçu l'appui de la population partout en Indonésie, y compris l'Irian occidental lui-même, comme le prouvent les déclarations faites à l'époque par les dirigeants de l'Irian occidental. D'ailleurs, les sacrifices consentis par la population de l'Irian occidental elle-même lorsque les forces néerlandaises ont réoccupé la région l'ont encore confirmé. Si la proclamation d'indépendance de l'Indonésie n'est pas encore claire pour le représentant des Pays-Bas en ce qui concerne l'intégrité territoriale de l'Indonésie, j'appellerai une fois encore son attention sur les nombreux discours prononcés à la radio par le président Sukarno immédiatement après le 17 août 1945.

217. Troisièmement, la question de l'Irian occidental fait partie intégrante de la lutte de l'Indonésie pour l'indépendance, et cela fut confirmé par les déclarations officielles d'hommes d'Etat et de personnalités politiques des Pays-Bas eux-mêmes, par exemple M. van Royen et M. van Mook, avant la reconnaissance officielle de l'indépendance de l'Indonésie en 1949.

218. Quatrièmement, cela résulte du fait que, selon l'esprit de la charte de transfert de la souveraineté, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article premier, l'entière souveraineté était transférée à l'Indonésie de façon inconditionnelle et irrévocable.

219. Il est exact que cette charte a été annulée parce que le Gouvernement néerlandais en avait violé l'esprit et les principes. Néanmoins, en vertu de ce contrat, les Pays-Bas ont officiellement renoncé à leur souveraineté sur l'Indonésie et transféré leurs pouvoirs à la République d'Indonésie. C'est là un fait historique et politique que les Pays-Bas ne pourraient renverser qu'en réoccupant par la force toute l'Indonésie.

220. La question de l'Irian occidental, objet du différend entre les Pays-Bas et l'Indonésie, est ainsi exploitée par les Pays-Bas pour entretenir leur soif de revanche envers l'Indonésie. En effet dès le début, en 1945, les Pays-Bas n'ont eu qu'un but, écraser l'indépendance indonésienne, et, quand cela s'est révélé impossible, ils n'ont plus cherché qu'à harceler l'Indonésie et à y répandre la subversion. De 1945 à la fin de 1949, nous avons mené une guerre coloniale cruelle et du côté indonésien plus d'un demi-million de vies humaines ont été sacrifiées. Cependant, après 1949 et jusqu'à la fin de 1957, nous avons accordé aux Pays-Bas une position économique privilégiée en Indonésie, favorisant les Pays-Bas par rapport aux autres nations. Nous sommes même allés si loin dans nos concessions économiques qu'un économiste allemand, Helbig, a conclu dans son livre *Indonesia* que les recettes annuelles nettes des Pays-Bas en Indonésie après 1950 étaient supérieures au revenu annuel net de ce pays à l'époque où il était administrateur colonial.

221. Cependant, cet arrangement n'était pas encore suffisant pour apaiser la rancœur des Pays-Bas contre l'Indonésie. A partir du moment où la charte de transfert de la souveraineté a été signée, à la fin de 1949, les Pays-Bas ont poursuivi leurs activités subversives, qui se sont manifestées par des mouvements séparatistes et des soulèvements et ont trouvé leur apogée dans la proclamation d'indépendance de la prétendue "République des Moluques du Sud", dans la partie orientale de l'Indonésie, près de l'Irian occidental. Heureusement, nous avons pu vaincre la subversion des Pays-Bas et nous avons écrasé par la force cette prétendue "République des Moluques du Sud" instaurée à l'instigation des forces armées néerlandaises. Etant donné cet esprit d'hostilité des Pays-Bas contre l'Indonésie, nous sommes certains que s'il n'existait pas de différend au sujet de l'Irian occidental les Pays-Bas chercheraient encore d'autres possibilités de harceler l'Indonésie dans l'intention de miner la force de l'Indonésie tant sur le plan national que sur le plan international. C'est cet esprit d'hostilité et de rancœur qu'il faut faire disparaître si l'on veut qu'il soit possible de régler soit la question de l'Irian occidental, soit le problème général des différends entre les Pays-Bas et l'Indonésie. Tant que cet esprit sera le principe

^{15/} Publié par la John Day Company, New York, 1942.

directeur de la politique étrangère des Pays-Bas envers l'Indonésie, toute concession grande ou petite de la part de l'Indonésie sera tout au plus interprétée comme un signe de faiblesse et risquera simplement d'exciter la soif d'agression des Pays-Bas envers l'Indonésie.

222. Je passe maintenant aux raisons pour lesquelles nous repoussons le projet de résolution des Pays-Bas [A/L.354]. D'abord, je suis certain que chacun est maintenant convaincu que la question de l'Irian occidental se rattache au problème colonial de l'Indonésie et, dans cet ensemble, l'Irian occidental est la source du conflit qui oppose les Pays-Bas à l'Indonésie. Cela implique évidemment que le règlement de la question de l'Irian occidental doit faire partie du règlement du différend plus vaste qui oppose les Pays-Bas à l'Indonésie. J'irai même plus loin. J'espère sincèrement que le règlement de cette question ouvrira peut-être un nouveau chapitre dans l'histoire des relations entre les Pays-Bas et l'Indonésie, un chapitre dans lequel les Pays-Bas accepteront de bon cœur l'indépendance de l'Indonésie, ne garderont aucune rancune ou hostilité envers l'Indonésie, oublieront leur glorieux passé de colonisateurs des Indes néerlandaises et ne s'opposeront pas à une coopération honorable avec l'Indonésie dans l'intérêt commun des deux pays.

223. Permettez-moi aussi d'insister sur un point. Comme les Pays-Bas, nous attachons assurément la plus grande importance à la prospérité et au progrès des populations de l'Irian occidental. Nous considérons qu'il est de la plus haute importance de servir les intérêts de l'ensemble de la population indonésienne. Quoi qu'on puisse dire sur le fait que nous sommes insuffisamment équipés pour les besoins d'une administration moderne, ou sur notre manque de personnel qualifié et de connaissances scientifiques dans la gestion des entreprises économiques et industrielles, on ne peut nier que l'Indonésie a fait d'énormes progrès dans les domaines social et culturel. Dans le domaine de l'enseignement, l'UNESCO a même reconnu que les réalisations de l'Indonésie sont parmi les meilleures du monde par rapport aux autres pays qui viennent d'accéder à l'indépendance en se libérant de la domination coloniale ou semi-coloniale.

224. Les délégations de l'Australie et des Pays-Bas font toujours allusion aux Papous qui vont demi-nus ou à peine vêtus, fait probablement exact pour plus de 90 p. 100 de la population qui vit là sous la domination coloniale des Pays-Bas. Toutefois, dans le reste de l'Indonésie et en particulier dans l'intérieur de Bornéo et des Célèbes, nous avons commencé en 1950 dans des conditions à peu près semblables, mais aujourd'hui nous sommes du moins parvenus au stade où nous pouvons fournir des vêtements convenables à toute la population, même si ces vêtements ne sont pas toujours de la meilleure qualité. Je me permettrai de tirer humblement une conclusion: après cette courte période d'indépendance nationale, nous avons peut-être encore beaucoup à apprendre en ce qui concerne les connaissances techniques et scientifiques des puissances coloniales, mais, pour ce qui est de l'aspect social et des efforts faits pour élever le niveau social et culturel de nos populations, je crois que les puissances coloniales comme les Pays-Bas doivent reconnaître leur infériorité. Pour nous, les populations de l'Irian occidental, comme les autres citoyens de l'Indonésie, ne sont pas de simples sujets d'études anthropologiques. Nous les

considérons comme nos égaux et ce non seulement pour des considérations d'éthique; ils sont nos égaux en tant qu'êtres humains sur le plan social.

225. Aussi, qu'aucune puissance coloniale, même ayant à sa disposition les connaissances techniques voulues et des capitaux abondants, ne s'arroge le droit de se sentir supérieure dans ses relations sociales avec les autochtones ou de croire qu'elle peut toujours faire mieux que les chefs et les autorités de la même origine nationale.

226. Les Pays-Bas se vantent maintenant de leur contribution annuelle de 30 millions de dollars. Je vous dirai qu'une petite fraction seulement de cette somme est consacrée au bien-être des 700 000 habitants de l'Irian occidental. Les dépenses pour la défense de l'Irian occidental ont été évaluées à 10 millions de dollars en 1959. En 1960, ces dépenses ont été évaluées au double en raison du développement des armements nécessaires pour poursuivre dans cette région la politique d'agression des Pays-Bas envers l'Indonésie. Une autre part importante de ces 30 millions de dollars est consacrée au paiement du personnel néerlandais coûteux qui se trouve en Irian occidental et des importations en grosses quantités de produits de luxe en provenance des Pays-Bas. On peut donc tirer les conclusions qui s'imposent quant aux maigres sommes qui restent pour améliorer les conditions de vie des populations de la région. Ces faits démontrent une fois pour toutes que la mission sacrée des Pays-Bas envers les populations de l'Irian occidental est un mythe. Les quelques progrès réalisés dans ce pays en matière de protection sociale ne sont pas dus à l'administration coloniale des Pays-Bas mais plutôt aux activités des missionnaires.

227. Cela dit, ce qui nous paraît essentiel maintenant c'est qu'il va de l'intérêt des populations de l'Irian occidental, de leur prospérité et de leur liberté, que le litige entre les Pays-Bas et l'Indonésie soit réglé. C'est pour cette raison que nous ne parvenons pas à comprendre pourquoi le Gouvernement néerlandais ne s'est pas donné la peine de nous consulter directement ou indirectement sur le règlement de cette question de l'Irian occidental, particulièrement étant donné que cette question présente une telle importance pour les populations mêmes de l'Irian occidental. M. Luns, ministre des affaires étrangères, a dit le 8 octobre 1961 qu'il n'avait pas pu consulter l'Indonésie d'avance parce que l'Indonésie avait rompu les relations diplomatiques et parce que l'Indonésie ne voulait admettre qu'une seule solution, celle de la remise de la Nouvelle-Guinée néerlandaise à l'Indonésie sans consultation préalable de la population papoue. Or M. Luns, ministre des affaires étrangères, n'a pas cherché à savoir, après que l'opinion publique néerlandaise eut autorisé le Gouvernement néerlandais à abandonner son autorité sur l'Irian occidental, si l'Indonésie ne pourrait avoir d'autres vues sur la question de l'Irian occidental. Cette investigation pouvait se faire par l'intermédiaire de n'importe quel autre pays, même après la rupture complète des relations diplomatiques entre les deux pays.

228. D'un autre point de vue, du point de vue du conflit qui a opposé presque de tout temps les Pays-Bas à l'Indonésie, nous pouvons, nous, les Indonésiens, nous attendre à tout de la part des Néerlandais. Aucune insulte, aucune humiliation n'est trop basse pour eux si elle peut faire du tort à l'Indonésie. Cette question d'une prétendue autodétermination

de la population de l'Irian occidental est maintenant exploitée comme un instrument de la politique étrangère des Pays-Bas plutôt pour frapper l'Indonésie que pour apporter la liberté et le bonheur à la population de l'Irian occidental.

229. Quelles sont mes raisons pour parler de la sorte? Si je parle ainsi, c'est parce que l'opinion publique aux Pays-Bas et le climat politique de ce pays en général ont été récemment plutôt favorables à l'abandon de leur prétendue souveraineté sur l'Irian occidental. Une partie de cette opinion a compris qu'il vaut mieux transférer directement l'autorité des Pays-Bas à la République d'Indonésie. Le territoire de l'Irian occidental compte 700 000 habitants qui expriment de plus en plus ouvertement leurs sentiments anticolonialistes. L'Irian occidental n'offre aux milieux commerçants et industriels des Pays-Bas aucune perspective d'avenir; même l'industrie pétrolière, dont les Pays-Bas se vantent toujours, s'est soldée par un échec et ses activités ont pratiquement pris fin récemment. L'affermissement de l'Etat indonésien et de ses forces défensives, le climat international qui pousse à la décolonisation, tous ces facteurs ont fait de l'Irian occidental une véritable charge pour les Pays-Bas, sans aucune perspective de profit ni sur le plan politique, ni sur le plan économique.

230. En conséquence, les obstacles que les Pays-Bas opposaient depuis 1950 à la réalisation complète de l'indépendance de l'Indonésie n'existent plus. C'est un fait que l'opinion publique aux Pays-Bas a fortement tendance, et même plus encore actuellement, à faire de cette question de l'Irian occidental un pont qui conduise à la normalisation des relations entre les Pays-Bas et l'Indonésie.

231. Dans cette même déclaration à laquelle j'ai déjà fait allusion et qui a été publiée le 13 novembre 1961 dans le *Haagse Courant*, M. Suurhoff, président du parti travailliste néerlandais, a dit:

"Le mémorandum des Pays-Bas [sur l'Irian occidental] qui a été diffusé récemment à New York révèle une amélioration de la politique du Gouvernement néerlandais. C'est un fait que le parti travailliste apprécie. La participation de l'Indonésie à la mise en œuvre du plan Luns semble possible. Cette participation a toujours été l'un des objectifs du parti travailliste dans ses efforts d'internationalisation."

232. Tel est l'essentiel de la déclaration de M. Suurhoff en ce qui concerne le plan Luns. Cela témoigne d'un état d'esprit différent. Quels que puissent être le bien-fondé ou les torts des revendications respectives des deux parties en présence, M. Suurhoff et l'opinion publique néerlandaise en général considèrent qu'il est indispensable de régler le différend opposant les Pays-Bas à l'Indonésie, dans l'intérêt des deux pays et aussi dans l'intérêt même de la population de l'Irian occidental. Dans cet esprit et sur la base des concessions mutuelles qu'il est possible de faire, les deux parties sont, ce me semble, en mesure de trouver une solution honorable. Leur devise doit donc être: l'Irian occidental, pont jeté entre l'Indonésie et les Pays-Bas.

233. Cependant, le plan Luns s'inspire-t-il de cet esprit? Instinctivement et aussi après avoir soigneusement examiné ce plan, l'Indonésie est nettement convaincue que ledit plan n'est pas empreint de cet esprit de conciliation et même qu'il abonde en intrigues coloniales et révèle des sentiments anti-indonésiens.

234. Lorsque M. Luns a prononcé son premier discours devant l'Assemblée le 26 septembre 1961 [1016ème séance], il a simplement feint d'ignorer l'existence de l'Indonésie en cherchant à faire aboutir une solution de la question de l'Irian occidental qui soit une solution internationale. Lorsque M. Luns a présenté son projet de résolution concernant une prétendue décolonisation, il s'est comporté comme si l'Indonésie n'existait pas. Ce n'est qu'après notre réaction violente et devant une opinion publique toujours plus pressante aux Pays-Bas que la délégation néerlandaise a fait distribuer son mémorandum [A/4915] dans lequel il était vraiment fait mention de l'Indonésie.

235. Ayant pris la décision de renoncer à sa prétendue souveraineté sur l'Irian occidental, le Gouvernement néerlandais a maintenant le choix entre différentes manières de donner suite à cette intention.

236. Premièrement, il peut mettre à profit cet abandon de la souveraineté pour régler honorablement le différend entre les Pays-Bas et l'Indonésie, en se fixant pour objectif la prospérité de la population de l'Irian occidental et en créant en même temps un esprit de coopération entre nos deux pays.

237. Deuxièmement, il peut également se servir de cette politique d'abandon de la souveraineté comme d'une arme aussi efficace que possible contre l'Indonésie, en particulier devant cette assemblée internationale, sans même — je le répète, sans même — transférer ses pouvoirs à la population de l'Irian occidental.

238. Malheureusement, c'est cette dernière solution que le Gouvernement néerlandais a choisie jusqu'à maintenant en se faisant surtout passer pour un bienfaiteur ayant eu l'initiative d'une prétendue décolonisation. L'essentiel pour le représentant des Pays-Bas, c'est de faire de l'Indonésie une accusée devant cette assemblée internationale. Ce qu'ils cherchent, c'est à mettre l'Indonésie au banc des accusés. Cette prétendue autodétermination de la population de l'Irian occidental n'est que d'importance secondaire pour le Gouvernement néerlandais. Il semble que ce soit une grande victoire pour la politique étrangère des Pays-Bas que d'humilier l'Indonésie maintenant, d'humilier l'Indonésie pour les 10 ou 15 prochaines années, de refuser à l'Indonésie la possibilité de libérer dans la paix cette partie de son territoire qui lui a été arrachée.

239. Je dois dire que ladite proposition des Pays-Bas peut paraître à première vue très intéressante. Cependant, connaissant les faits et le manque de sincérité de la politique étrangère des Pays-Bas à l'égard de l'Indonésie en particulier et l'attitude obstinée de ce pays à l'égard de ses autres colonies, comme le Surinam et Curaçao, il est immédiatement tout à fait évident que le projet de résolution des Pays-Bas manque d'honnêteté et de sincérité. Par opposition à ce projet de résolution dont l'objet est d'obtenir un appui international, la politique suivie par les Pays-Bas en Irian occidental est d'une tout autre nature. Elle demeure coloniale et anti-indonésienne avec toutes les graves conséquences que cela implique.

240. D'abord en Irian occidental, tous les dirigeants et tous les hommes qui n'approuvent pas la politique étrangère des Pays-Bas et l'interprétation donnée par ce pays à l'autodétermination, qui signifie séparatisme et sécession de l'Indonésie, sont expulsés du

territoire à la cadence de 1 000 par mois. D'autres sont mis en prison, notamment dans le camp de concentration de Boven Digul, de triste réputation.

241. Ensuite, les Pays-Bas ont donné tout récemment à la population un prétendu "drapeau national" et un prétendu "hymne national", composé d'ailleurs, ce qui n'est pas surprenant, par un Hollandais. Ces faits ont donné lieu le 27 octobre 1961 à une réaction si violente de la part de la population à Sorong et à Hollandia que la police néerlandaise a dû payer de ses morts et de ses blessés les conséquences de ces manifestations. La population était surtout armée d'arcs et de flèches. Au sujet de cet incident on pouvait lire le 15 novembre 1961 dans le journal hollandais Algemene Handelsblad ce qui suit:

"L'affaire du drapeau" — c'est-à-dire l'incident provoqué par la présentation du drapeau national — "crée l'impression fâcheuse que le gouvernement Plateel n'a pas pu endiguer ces forces à temps et est maintenant entraîné irrésistiblement par le courant. Il est à souhaiter que les chefs papous responsables puissent allier à beaucoup de souplesse et de sens des réalités suffisamment de bon sens et de nationalisme compréhensif, sinon la bataille de la Nouvelle-Guinée est irrémédiablement perdue, non pas à La Haye, non pas à New York, mais à Hollandia" — c'est-à-dire en Irian occidental.

242. D'une part, les autorités coloniales s'efforcent de faire connaître les symboles de l'indépendance de l'Irian occidental, elles essaient de lancer leur prétendu "hymne national" et leur prétendu "drapeau national". D'autre part, elles limitent et refusent de reconnaître à la population de l'Irian occidental des pouvoirs réels, comme le montre une lettre ouverte adressée au Premier Ministre des Pays-Bas par E. J. Bonay, membre du Conseil de la Nouvelle-Guinée autour duquel on a fait une telle publicité. Voici la traduction d'un passage de cette lettre ouverte, datée de Hollandia, le 12 novembre 1961:

"... conformément à l'attente de la population de la Nouvelle-Guinée néerlandaise, le Gouvernement néerlandais et l'administration néerlandaise de la Nouvelle-Guinée ont institué un Conseil de la Nouvelle-Guinée, ce qui est considéré comme le pas le plus important dans la voie de la démocratisation de l'organisation constitutionnelle de la Nouvelle-Guinée néerlandaise. Les grandes espérances auxquelles ce conseil avait au début donné lieu et qui s'étaient manifestées par l'intérêt que cette institution avait suscité ont été peu à peu déçues avec le temps parce que quelques membres néerlandais, loyalement suivis par certains membres papous, se sont servis du Conseil pour imposer leur point de vue aux autres.

"On avait pensé que le Conseil de la Nouvelle-Guinée serait un organe qui servirait les intérêts de la population et permettrait aux représentants de la population de faire librement entendre leur voix par les autorités.

"On avait également pensé que le Président de ce conseil romprait complètement ses anciennes relations avec les autorités. En fait, il y a maintenant deux membres néerlandais, dont l'un est le Président, et quelques satellites papous qui ont pris une attitude dictatoriale et imposent leur opinion au Conseil, si bien que la majorité des membres papous qui n'ont ni les connaissances ni l'expérience nécessaires n'ont pas le temps de se faire une

opinion indépendante. On les pousse à aller à la dérive dans le jeu joué par un petit groupe qui use de moyens malhonnêtes ..."

Plus loin, on peut lire:

"Tout ce que le Conseil de la Nouvelle-Guinée propose maintenant en fait de motions, de résolutions, etc., ne résulte jamais d'une initiative des membres papous ..."

Cela est vraiment très révélateur. Permettez-moi de répéter ce passage:

"Tout ce que le Conseil de la Nouvelle-Guinée propose maintenant en fait de motions, de résolutions, etc., ne résulte jamais d'une initiative des membres papous ..."

243. Voilà ce que le Gouvernement néerlandais appelle ici, devant l'Assemblée, préparer les Papous à la démocratie et à l'autonomie. La majorité des représentants à l'Assemblée sont déjà bien au courant, j'en suis certain, de la propagande coloniale et des réalités telles qu'elles se présentent dans les territoires coloniaux.

244. En outre, j'ai encore ici une autre lettre également adressée par un membre du Conseil de la Nouvelle-Guinée au Premier Ministre des Pays-Bas sous forme de lettre ouverte, où il est demandé que l'Indonésie participe aux décisions qui seront prises pour régler la question de l'Irian occidental. Il est dit dans cette lettre que la population de la Nouvelle-Guinée est dans l'impossibilité de résoudre elle-même ses problèmes sans la participation de l'Indonésie.

245. Qui plus est, la situation en Irian occidental s'aggrave vraiment. On en est même venu au point où, dans un lieu appelé Gag, l'élection au conseil local, qui a eu lieu le 3 novembre 1961, a dû se dérouler à bord du destroyer néerlandais Overijssel et sous la surveillance de bateaux patrouilleurs de la police. Toute la population a été contrainte de monter à bord du destroyer et de participer à l'élection. Chacun pourra tirer ses propres conclusions quant à la nature d'une telle élection, surtout si l'on pense à l'autodétermination telle qu'on l'envisage dans le projet de résolution des Pays-Bas.

246. Il est bien évident que le projet de résolution des Pays-Bas n'offre rien de constructif mais n'a que pour but de jouer le jeu des Pays-Bas contre l'Indonésie. On nous demande même maintenant de reconnaître le principe de l'autodétermination pour l'Irian occidental, comme si l'Irian occidental était un territoire colonial distinct situé quelque part en Afrique, en Amérique ou en Europe et n'ayant rien à voir avec l'Indonésie, rien à voir avec la lutte de l'Indonésie pour l'indépendance, rien à voir avec le différend entre les Pays-Bas et l'Indonésie. Cela, je pense, nul ne peut attendre de nous que nous l'acceptions. Quoi qu'il arrive, il est clair que la population de l'Irian occidental est étroitement liée aux autres populations de l'Indonésie. Les habitants de l'Irian occidental ont lutté pour l'indépendance nationale qui a été proclamée par les dirigeants indonésiens le 17 août 1945. Les habitants de l'Irian occidental ont aussi consenti des sacrifices de vies humaines pour cette lutte. Dès le début, ils ont participé au mouvement général de l'Indonésie pour l'indépendance, qui par la suite a été réprimé en Irian occidental par les forces d'occupation néerlandaises. En outre, le plus important camp de concentration de l'Asie du Sud-Est, Boven Digul, se trouve en Irian occidental et constitue en quelque sorte le sanctuaire national

de la lutte de l'Indonésie pour son indépendance. Là, dans ce lieu de bannissement impitoyable, la plupart de nos dirigeants — quelle que soit la région d'Indonésie d'où ils viennent, y compris l'Irian occidental — ont fait leur apprentissage de chefs de la nation dans des conditions d'indicibles souffrances et de tortures.

247. Si les Pays-Bas appliquaient le prétendu plan de décolonisation dont il est question dans leur projet de résolution à Curaçao et au Surinam qui sont encore des colonies de la couronne néerlandaise et qui luttent pour leur indépendance, si les Pays-Bas défendaient le principe de l'autodétermination dans les cas de l'Algérie, de l'Angola et d'autres territoires d'Afrique, alors il n'y aurait pas de divergence d'opinions entre les Pays-Bas et l'Indonésie. Mais si, en cherchant une solution à la question de l'Irian occidental, les Pays-Bas ne tiennent aucun compte de l'Indonésie, comme si l'Indonésie n'était pas une entité politique, comme si l'Indonésie n'était pas une entité économique, comme si l'Indonésie n'était pas une entité militaire, alors il sera bien naturel qu'une réaction violente et lourde de conséquences se déclenche en Indonésie.

248. Certains diront peut-être que nous nous passionnons trop pour cette question. Comment pourrait-il en être autrement? La lutte pour la liberté est une lutte sincère et idéaliste. La lutte pour la liberté engendre l'espoir pour l'avenir, l'espoir d'une vie meilleure, libre de toute répression et de toute humiliation. Je sais que pour les Pays-Bas cette lutte n'est jamais que le champ de bataille offert aux intrigues coloniales, qu'un simple jeu qui consiste à s'efforcer de tenir en échec par l'emploi de la force les populations colonisées ou anciennement colonisées en alliant à cette force l'influence certaine dont les Pays-Bas jouissent sur le plan international, qu'une occasion enfin de rivaliser d'esprit et d'habileté dans l'art de présenter des arguments juridiques. Les expériences amères du passé nous ont heureusement servi d'enseignement tant en ce qui concerne les détours de l'esprit que l'emploi de la force. Nous ne sommes plus aussi naïfs qu'en 1950.

249. Désormais nous affrontons avec confiance l'intrigue coloniale néerlandaise sous tous ses aspects. Nous pouvons mesurer le degré de sincérité des Pays-Bas dans ce processus de décolonisation en considérant l'attitude adoptée par ce pays à l'égard de l'Indonésie indépendante. Tant qu'ils n'auront pas admis l'idée de l'indépendance de l'Indonésie, les Pays-Bas garderont leurs caractéristiques fondamentales de puissance coloniale. Je suppose que c'est seulement par suite d'un lapsus que le représentant des Pays-Bas a déclaré que son pays renoncerait à la souveraineté sur la seule colonie qui lui reste, l'Irian occidental. Je puis lui rappeler que le Surinam et Curaçao ont un statut de colonies. J'aimerais qu'il se reporte à l'article publié récemment par le quotidien Nieuw Suriname du Surinam, article qui a d'ailleurs été reproduit par le journal néerlandais Algemene Handelsblad dans son numéro du 10 novembre 1961. M. Pengel, président du parti national du Surinam, le plus grand parti du pays, y a exposé ses revendications dans les termes suivants: "Le Surinam doit accéder immédiatement à l'indépendance complète. Un nouveau retard risquerait d'avoir des conséquences regrettables."

250. Ces observations ne font que confirmer notre conviction du manque de sincérité des Pays-Bas dans leur manière de considérer les problèmes coloniaux.

251. Au sujet des observations faites par le représentant de l'Australie, j'ai déjà fait usage de mon droit de réponse le jour même [1055ème séance] pour lui répondre. Nous connaissons la position de l'Australie sur cette question. Ce qui nous a surpris dans les observations du représentant de l'Australie, c'est qu'il fait maintenant passer cette question de l'Irian occidental du second plan où elle se trouvait au tout premier plan. Nous espérons simplement que cela ne signifie pas qu'il attache une moindre importance à l'Indonésie en tant qu'élément du problème de sécurité pour l'Australie et qu'il ne substitue pas l'Irian occidental à l'Indonésie comme meilleure garantie de sécurité pour l'Australie.

252. Ce que je ne comprends pas non plus, c'est que le représentant de l'Australie affirme qu'il est contre les négociations bilatérales. Pour autant que je sache, cela est contraire aux assurances données par le Premier Ministre, M. Menzies, au président Sukarno, au général Nasution et à moi-même.

253. Avant de quitter cette tribune, je tiens à présenter quelques propositions constructives en vue d'un règlement honorable de ce différend qui oppose depuis longtemps les Pays-Bas à l'Indonésie.

254. Premièrement, il doit régner un climat de bonne volonté sincère entre les deux parties qui doivent être résolues à créer un esprit nouveau de coopération. A défaut de quoi, toute concession de la part de l'Indonésie, petite ou grande, sera mal interprétée et considérée comme un signe de faiblesse.

255. Deuxièmement, si les deux parties acceptent d'aborder ainsi le problème, si les deux parties acceptent cette psychologie du rapprochement et de l'entente, alors le fait que les Pays-Bas sont prêts à renoncer à leur souveraineté et à leurs pouvoirs sur l'Irian occidental pourra être mis à profit au maximum, en premier lieu pour le bien de la population de l'Irian occidental, en deuxième lieu pour le règlement du différend entre les Pays-Bas et l'Indonésie, en troisième lieu pour la reprise d'une coopération amicale entre les Pays-Bas et l'Indonésie.

256. Troisièmement, nous prenons acte des engagements pris par le Gouvernement néerlandais depuis 1950 envers la population de l'Irian occidental dans la mesure où ils sont dans l'intérêt de la population de l'Irian occidental et propres à favoriser des relations d'amitié entre l'Indonésie et les Pays-Bas.

257. Quatrièmement, une fois supprimé tout obstacle à l'abandon complet de l'autorité en Indonésie, les Pays-Bas seront en mesure de faire honneur à leurs engagements officiels et officieux, aux termes desquels l'ancien territoire des Indes néerlandaises constitue une entité nationale unique. Ce sont ces engagements pris après 1950 et ceux qui datent d'avant 1950, notamment quant à la signification réelle de l'expression "transfert de l'entière souveraineté sur l'Indonésie", que les deux parties pourront avoir la sagesse de concilier et de formuler, à condition que les deux parties soient fermement résolues à chercher un arrangement dans des conditions raisonnables.

258. Cinquièmement, aux fins ci-dessus mentionnées, nous ne sommes pas opposés, en principe, à entamer des négociations bilatérales, comme certains membres de l'Assemblée l'ont suggéré et comme M. Krishna Menon, représentant de l'Inde, l'a proposé à l'Assemblée dans un projet de résolution [A/L.367].

259. Sixièmement, s'il faut prévoir, en vue d'une solution honorable de ce genre, une période de transi-

tion au cours de laquelle l'Organisation des Nations Unies devra jouer un rôle, l'Indonésie lui donnera toute sa coopération et tout son appui.

260. Septièmement, aucune des deux parties ne devra prendre d'initiative qui pourrait être interprétée comme une tentative unilatérale risquant d'être préjudiciable à la solution du problème dans le contexte approprié.

261. Je remercie le Président d'avoir bien voulu m'accorder la parole encore une fois.

262. M. HAILEMARIAM (Ethiopie) [traduit de l'anglais]: C'est pour moi un grand honneur et un privilège que de prendre la parole à cette tribune devant l'Assemblée générale pour y faire connaître une fois de plus les sentiments authentiques du peuple éthiopien sur la question de la suppression du colonialisme et en même temps pour préciser la position de ma délégation au sujet du point 88 (La situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux) et du point 22 (Assistance à l'Afrique: a) programme des Nations Unies pour l'indépendance).

263. Pour nous, le colonialisme a de tout temps été chose maudite. Il est bien certain que les pays et les peuples qui l'ont pratiqué ont ainsi renoncé à tous les principes de la morale. L'essence du colonialisme est la subjugation et l'exploitation égoïste de l'homme par l'homme. Aussi le considérons-nous comme une forme moderne de l'esclavage.

264. Je voudrais pouvoir trouver quelques mots aimables à dire à l'égard de ce système d'immoralité organisée, mais je ne le puis. A maintes reprises, les colonialistes et leurs partisans nous ont conseillé de mettre un frein à nos critiques de ce système. Ici, je me permettrai de citer M. Alemayehou, qui était président de la délégation éthiopienne à la quinzième session de l'Assemblée générale et qui a déclaré le 30 novembre 1960:

"... Nous savons ce que des observateurs neutres qui vivent dans la liberté peuvent éprouver à l'égard du colonialisme en général, car nous avons nous-mêmes connu l'oppression, puis la liberté. Mais ils" — les observateurs neutres — "ne peuvent pas comprendre nos sentiments à l'égard du colonialisme, car ils ont toujours vécu dans la liberté. Il est facile pour les observateurs neutres de formuler des critiques, car ils n'ont jamais subi la plus abjecte et la plus dégradante des humiliations, ils n'ont jamais été des étrangers dans leur propre pays, ils n'ont jamais combattu et donné leur vie pour des causes qui n'étaient pas les leurs et ne faisaient qu'apporter une gloire nouvelle à leurs déjà glorieux oppresseurs, et ils n'ont jamais peiné pour accroître encore la richesse déjà fabuleuse de leurs maîtres et pour augmenter la force des mains qui les broient. Il faut avoir vécu sous l'empire colonialiste et être passé soi-même par ces épreuves pour comprendre la pleine signification du colonialisme." [928^e séance, par. 22.]

265. Chacun sait qu'un heureux concours de circonstances diverses, y compris la lutte qu'a menée sa population pour la liberté, a permis à mon pays de rester longtemps un flot indépendant dans une mer de pays colonisés. Toutefois, on n'a pas oublié que la liberté séculaire de notre patrie a été violée en cette date fatale du jeudi 3 octobre 1935 par le colonialisme sous la forme la plus brutale qu'ait connue

l'histoire, à savoir le fascisme. Les représentants ici présents se souviennent certainement que cet événement a été suivi par cinq longues années d'occupation de l'Ethiopie, années qui nous ont paru des siècles, avec tout ce que cela comporte de misères et de privations indicibles et au prix de plus de 760 000 vies humaines innocentes. Je puis vous assurer que pendant encore bien des années les Ethiopiens auront de la difficulté à l'oublier, surtout lorsqu'en discute la question du colonialisme. A vrai dire, il serait humainement impossible au milieu d'Ethiopiens qui ont perdu leur père ou d'autres êtres chers de prétendre oublier les maux qui accompagnent l'apparition du colonialisme. Je sais que dans bien des pays représentés ici le colonialisme a laissé derrière lui des traces inoubliables de dévastation et des marques durables de bouleversement.

266. Si j'évoque le passé, ce n'est pas pour entretenir la rancune, mais pour expliquer les raisons pour lesquelles les Ethiopiens éprouvent de tels sentiments à l'égard du colonialisme et parce que, selon un proverbe éthiopien: "Celui qui frappe peut oublier, mais la victime jamais". Toutes excuses mises à part, le colonialisme n'a pour but que l'exploitation économique de terres étrangères et de peuples étrangers. La principale raison d'être de l'aventure coloniale a toujours été l'accumulation de profits énormes provenant de marchés en expansion, une main-d'œuvre à bon marché, une abondance de ressources minérales et de produits de base. Pour ne donner que quelques exemples, le salaire mensuel qui était payé à un travailleur africain au Kenya en 1924 était inférieur à ce que touche actuellement par heure un ouvrier manuel de New York. Telle était la condition réservée au travailleur africain qui peinait pour enrichir ses maîtres blancs. Tout récemment, en 1947, en Rhodésie du Nord, une loi consacrait ce même principe: elle accordait au mineur africain un salaire exactement 28,6 fois moindre que celui du mineur blanc accomplissant exactement le même travail. C'est donc un fait indéniable que la conséquence du colonialisme est l'exploitation, principalement l'exploitation économique.

267. Il doit être encourageant de vivre à la présente époque, et, j'en suis certain, il doit être immensément agréable, ne serait-ce que d'assister à la faillite inévitable et irrésistible du système du colonialisme. Le cours de l'histoire a enfin dépassé le colonialisme et en fait un épisode du passé sur lequel il n'est plus possible de revenir. Toutefois, nous ne devons pas nous leurrer, la disparition du colonialisme risquerait d'être inutilement retardée si nous nous laissions aller à l'apathie. Ce sont des obstinés qui détiennent maintenant les vestiges du colonialisme. Tel est le cas, par exemple, de l'Angola, de l'Algérie et du Katanga, pour n'en mentionner que quelques-uns. Nous ferons donc bien de redoubler d'efforts et de coordonner nos actions pour mettre rapidement fin au colonialisme et à l'impérialisme dans toutes leurs manifestations.

268. Les réalisations actuelles en ce qui concerne la libération des pays de la domination coloniale sont les fruits des efforts communs d'Etats africains et asiatiques et d'autres Etats amis des peuples opprimés et des pays persécutés.

269. Permettez-moi de retracer les principales étapes de cette lutte dans laquelle nous avons joint nos efforts. On n'a pas oublié que la Conférence de Bogor, qui réunissait les Premiers Ministres de la

Birmanie, de Ceylan, de l'Inde, de l'Indonésie et du Pakistan, a pris l'initiative et la décision de réunir la Conférence des Etats africano-asiatiques, qui s'est tenue à Bandoung du 18 au 24 avril 1955. Cette conférence a adopté d'un commun accord, comme l'énonce le communiqué final, la résolution suivante:

"La Conférence

"a) Déclare que le colonialisme sous toutes ses formes est un mal auquel il convient de mettre fin rapidement;

"b) Affirme que la sujétion des peuples à la domination et l'exploitation étrangères constitue un déni des droits fondamentaux de l'homme, qu'elle est contraire à la Charte des Nations Unies et qu'elle fait obstacle à la paix et à la coopération internationales;

"c) Déclare donner son appui à la cause de la liberté et de l'indépendance de tous les peuples soumis à la domination et à l'exploitation étrangères;

"d) Invite les puissances intéressées à accorder à ces peuples la liberté et l'indépendance.

"En raison de la situation troublée qui règne actuellement en Afrique du Nord et du refus persistant opposé aux peuples de l'Afrique du Nord de reconnaître leur droit à disposer d'eux-mêmes, la Conférence africano-asiatique déclare donner son appui aux droits des peuples de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie à disposer d'eux-mêmes et à accéder à l'indépendance et elle invite instamment le Gouvernement français à régler cette question sans délai par des moyens pacifiques ^{16/}."

270. Le Président me permettra certainement de dire que son vaillant pays, la Tunisie, a pu, à la suite de la Conférence de Bandoung, bénéficier d'un appui pour accéder à l'indépendance.

271. La première Conférence des Etats indépendants d'Afrique qui s'est réunie à Accra le 1er avril 1958 a réaffirmé les principes de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Déclaration de Bandoung dans sa résolution II relative à l'avenir des territoires africains dépendants et elle a invité les puissances administrantes à prendre rapidement des mesures pour mettre en œuvre les dispositions de la Charte des Nations Unies et pour répondre aux aspirations politiques des peuples des territoires dépendants qui souhaitent l'indépendance. Elle a invité en outre les puissances administrantes à s'abstenir de prendre des mesures de répression, de refuser arbitrairement de reconnaître les droits de l'homme et de pratiquer la discrimination raciale.

272. La Conférence des Etats indépendants d'Afrique qui s'est réunie à Monrovia, au Libéria, du 4 au 8 août 1959, a adopté sa résolution V relative aux territoires non indépendants. Cette résolution étant très courte, je me permets de la citer intégralement:

"La Conférence des Etats indépendants d'Afrique,

"Après avoir entendu les pétitionnaires de l'Ouganda, de l'Angola et de la Rhodésie du Sud,

"Réitère la résolution II prise à Accra par les Etats indépendants d'Afrique relative à l'avenir des territoires africains dépendants;

"Reconnaît aux territoires non encore indépendants de l'Afrique le droit à l'autodétermination et à l'indépendance;

"1. Invite les puissances administrantes à respecter la Charte des Nations Unies dans ce domaine, à prendre des mesures rapides pour appliquer les dispositions de la Charte et à tenir compte des aspirations politiques des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes et à l'indépendance;

"2. Lance un appel à la conscience mondiale et aux Membres de l'Organisation des Nations Unies pour qu'ils aident ces territoires à réaliser leurs aspirations légitimes et à atteindre leur indépendance conformément à la Charte des Nations Unies."

L'appel que cette conférence adressait aux Nations Unies est toujours valable.

273. Du 14 au 26 juin 1960, mon pays, l'Ethiopie, a eu l'honneur et le privilège d'accueillir la deuxième Conférence des Etats indépendants d'Afrique qui s'est réunie à Addis-Abéba. Par la résolution XII, nous avons instamment demandé au Gouvernement britannique de prendre immédiatement des mesures pour dissoudre la Fédération de l'Afrique centrale qui avait été imposée aux peuples africains contre leur gré le 23 octobre 1953. Au sujet de l'élimination de nouvelles formes de colonialisme en Afrique, la Conférence a adopté la résolution X invitant toutes les puissances coloniales à s'abstenir de toute action qui risquerait de compromettre la souveraineté et l'indépendance des Etats naissants. Le but en était de prévenir les difficultés pouvant résulter de ce que l'on appelle maintenant le "néo-colonialisme".

274. En outre, la Conférence d'Addis-Abéba a adopté la résolution IX ^{17/} sur la liquidation de la domination coloniale en Afrique. J'aimerais citer les paragraphes 1, 2, 5 et 11 de cette résolution, qui sont pertinents. Le paragraphe 1 est ainsi conçu:

"Invite instamment les puissances coloniales à fixer des dates conformément à la volonté des populations, pour l'accession immédiate à l'indépendance de tous les pays non indépendants, et à communiquer ces dates aux populations intéressées."

Le paragraphe 2 est ainsi conçu:

"Décide que les Etats indépendants d'Afrique continueront à exercer une action concertée pour obtenir par tous les moyens pacifiques possibles l'élimination complète de la domination coloniale en Afrique."

Le paragraphe 5 est ainsi conçu:

"Adresse un nouvel appel aux dirigeants, aux partis politiques et aux autres organisations des pays non indépendants pour qu'à ce stade historique de leur lutte ils s'unissent en un front national afin de hâter la libération de leurs pays."

Enfin le paragraphe 11 est ainsi conçu:

"Adresse un appel aux puissances coloniales pour qu'elles s'abstiennent de réprimer les mouvements de libération nationale et qu'elles libèrent immédiatement les prisonniers politiques, les détenus et les personnes en liberté surveillée."

275. A la quinzième session ordinaire de l'Assemblée générale, le 23 septembre 1960, M. Khrouchtchev,

^{17/} Texte anglais dans *Second Conference of Independent African States (14-26 June 1960)* [Ministère de l'information du Gouvernement impérial éthiopien, 1960], p. 103. Traduction française établie à partir de l'anglais par le Secrétariat de l'ONU.

^{16/} *Asian-African Conference*, du 18 au 24 avril 1955 (The Publications Division, Ministry of Information and Broadcasting, Government of India, 1955), p. 32 et 33.

au nom du Gouvernement de l'URSS, a eu le mérite de donner lecture d'un projet de déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, à la 862^e séance plénière de l'Assemblée générale. A l'issue des débats qui ont suivi, l'Assemblée générale a adopté par 89 voix contre zéro, avec 9 abstentions, la résolution 1514 (XV) en date du 14 décembre 1960, qui a maintenant une grande importance historique. Qu'il me soit permis de nommer les pays qui se sont abstenus: Portugal, Espagne, Afrique du Sud, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Australie, Belgique, République Dominicaine et France. Il suffira de dire qu'un ou deux de ces pays ne sont pas en bonne compagnie lorsque nous parlons de colonialisme.

276. Cette résolution n'est pas une résolution ordinaire, c'est une résolution qui fait époque, un texte dont on a une haute opinion et que l'on pourrait presque considérer comme une charte pour le progrès humain et la libération coloniale. Puisque les questions en discussion, c'est-à-dire les points 88 et 22, a, de l'ordre du jour, se rapportent à l'application de la résolution 1514 (XV), je me permettrai de citer la Déclaration qui figure dans cette résolution.

[Le représentant de l'Ethiopie donne lecture de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui figure dans la résolution 1514 (XV).]

277. Du 5 au 13 juin 1961, la réunion préliminaire des représentants de certains Etats non alignés, qui s'est tenue au Caire, a préparé l'ordre du jour de la Conférence des pays non alignés, en insistant particulièrement sur la nécessité de liquider d'urgence le colonialisme.

278. Du 1^{er} au 6 septembre 1961, la Conférence de Belgrade, à laquelle prenaient part 25 chefs d'Etat ou de gouvernement de pays non alignés, a discuté et finalement publié une déclaration soulignant que le colonialisme est en voie de disparition. Dans cette déclaration, il est dit notamment:

"Les participants à la Conférence réaffirment solennellement leur appui à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux adoptée à la quinzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, et recommandent l'abolition immédiate, inconditionnelle, totale et définitive du colonialisme et ils ont décidé de faire un effort concerté pour mettre fin à toutes les formes et manifestations du néo-colonialisme et de la domination impérialiste ^{18/}."

De plus, la Conférence a donné son appui au principe de l'autodétermination pour l'Algérie, elle a exprimé sa grande inquiétude des mesures de répression toujours plus graves prises en Angola, elle a demandé instamment qu'aucune intervention étrangère ne soit tolérée au Congo et elle a condamné résolument la politique d'apartheid pratiquée dans la République sud-africaine.

279. La Déclaration de l'Assemblée générale sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux n'est pas restée lettre morte au cours des 11 derniers mois, je me plais à le constater. C'est ainsi que:

1) Le Sierra Leone a accédé à l'indépendance le 27 avril 1961 et est heureusement venu se joindre

^{18/} Conférence de Belgrade, 1961 (publié par la *Revue de politique internationale*, Belgrade), No 5, p. 21.

à nous à l'Organisation des Nations Unies pour lutter contre les vestiges du colonialisme. J'ai été particulièrement heureux d'entendre le représentant du Sierra Leone parler contre le colonialisme lorsqu'il a pris la parole;

2) Le régime de tutelle sur le Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration du Royaume-Uni a pris fin pendant cette période;

3) Le Tanganyika accédera à l'indépendance le 9 décembre 1961 et viendra très probablement prendre sa place au sein de cette communauté de nations avant la clôture de la présente session de l'Assemblée générale;

4) Le Samoa-Occidental doit accéder à l'indépendance le 1^{er} janvier 1962;

5) Le Ruanda-Urundi sera indépendant avant le mois d'avril 1962;

6) L'Ouganda obtiendra son indépendance le 9 octobre 1962 au plus tard; et, à vrai dire, je ne serais pas surpris de voir certains des jeunes combattants de la liberté de l'Ouganda, comme Godfrey Benaïsa, à leur sortie de prison, venir assister à la dix-septième session de l'Assemblée générale en qualité de représentants de leur pays;

7) En Amérique latine, les progrès réalisés sur le plan constitutionnel en Guyane britannique sont des plus encourageants;

8) Nous avons toute confiance dans la compétence de M. Banda pour libérer le Nyassaland du colonialisme dans un avenir relativement proche;

9) La Fédération des Indes occidentales, qui comprend 10 îles, et dont la population totale est de près de 3 millions d'habitants, pourrait fort bien accéder bientôt à l'indépendance, à condition que les dirigeants de la Jamaïque fassent preuve d'un esprit résolu et clairvoyant;

10) Enfin, le Kenya, pays voisin et ami, sera indépendant au plus tard au cours du début de l'année 1962. Ces nouvelles sont une source de joie et de satisfaction pour l'Ethiopie qui est restée longtemps, en fait pendant des siècles, entourée de puissances coloniales. Maintenant, pour la première fois depuis des siècles, elle sera entourée d'Etats africains frères devenus indépendants, et il faut être Ethiopien pour comprendre l'immense plaisir que nous procure cette situation.

280. A ce stade, permettez-moi de rappeler les paroles de la deuxième Conférence des Etats indépendants d'Afrique réunie à Addis-Abéba en 1960, qui a adressé un appel "aux dirigeants, aux partis politiques et aux autres organisations des pays non indépendants pour qu'à ce stade historique de leur lutte ils s'unissent en un front national afin de hâter la libération de leurs pays". Compte tenu de cet appel, ma délégation voudrait inviter les dirigeants politiques du Kenya à ne pas faire le jeu des intrigues colonialistes et risquer ainsi de retarder leur indépendance. Actuellement, M. Jomo Kenyatta, ce vaillant dirigeant du Kenya qui était en prison depuis 1952 jusqu'à cette année, se trouve en ce moment dans mon pays, l'Ethiopie, pour resserrer encore et renforcer les liens de l'amitié traditionnelle entre les peuples du Kenya et de l'Ethiopie. J'ose également exprimer l'espoir que ses visites à Londres et à Addis-Abéba contribueront largement à hâter l'accession du Kenya à l'indépendance.

281. Nous espérons fermement que, conformément au paragraphe 3 de la Déclaration figurant dans la résolution 1514 (XV), le manque de préparation dans le domaine politique ne sera pas pris comme prétexte pour retarder l'indépendance du Kenya.

282. Tout ce que je viens de rappeler montre que pendant les 11 derniers mois nous avons progressé dans la voie de l'émancipation coloniale. Il faut se souvenir qu'en 1939 environ 60 p. 100 de la population mondiale était sous la domination coloniale, alors qu'aujourd'hui ce rapport a été ramené à 2 p. 100. Néanmoins, il est encore à déplorer que l'homme exploite son semblable en vertu de l'ignoble système colonialiste.

283. En Afrique, le colonialisme est encore une réalité — et qui plus est, une dure réalité. Sur notre continent, 22 p. 100 de nos populations continuent à languir sous la domination européenne. Il faut rappeler que les colonialistes, à l'origine de leur aventure égoïste en Afrique, comme ailleurs, prétextaient toujours que le but de leur visite était inoffensif et consistait à apporter "le christianisme aux païens" et "la civilisation aux pays arriérés".

284. A l'heure actuelle, en Afrique seulement, 20 territoires n'ont pas encore obtenu leur indépendance, sans compter Ifni, Ceuta, São Tomé, Fernando Poo, l'archipel des Comores, la Réunion, l'île Maurice, ainsi que la République sud-africaine, pays qu'on ne peut considérer comme un territoire indépendant, si ce n'est d'une manière purement formelle et théorique. Ces 20 pays couvrent une superficie de 9 410 000 km² environ et comptent une population totale de 50 900 000 habitants. En outre, si l'on ajoute les 13 millions d'habitants non blancs de la République sud-africaine, on est effrayé de voir qu'en Afrique 63 900 000 habitants, répartis sur une superficie de 10 660 000 km² environ, se trouvent en servitude sous une domination étrangère. De plus, en dehors de l'Afrique, plus de 30 autres territoires avec une population totale de près de 20 millions d'habitants se trouvent sous la domination coloniale.

285. Je fais appel à l'Assemblée pour qu'elle exerce toute l'autorité morale dont elle jouit, dans l'intérêt de la dignité de l'homme et en faveur de l'émancipation coloniale. Nous qui jouissons à l'heure actuelle des bienfaits de la liberté et ne sommes pas soumis à une domination étrangère, nous ne devons pas oublier, je vous en conjure, les millions d'êtres humains qui, dans le monde entier, aspirent passionnément à l'indépendance. Je ne doute pas que l'heure soit venue d'entreprendre une croisade victorieuse contre le colonialisme. Les vestiges du colonialisme et de l'impérialisme sous toutes leurs formes et dans toutes leurs manifestations livrent une bataille perdue d'avance. Toutefois, comme je l'ai déjà dit, les colonialistes, dans leur dernière retraite, ont laissé quelques éléments particulièrement obstinés et intraitables, comme Salan en Algérie, Verwoerd en Afrique du Sud, Welensky en Rhodésie du Sud; mais, de notre côté, nous devons également nous montrer inflexibles en notre qualité de champions de la liberté, de l'égalité, de la justice et de la fraternité humaine.

286. Nous devons raviver notre foi dans la destinée suprême de l'homme pour refréner ses tendances égoïstes, de même qu'il a su maîtriser l'atome invisible. A notre époque, l'heure de la liberté sonne vibrante et claire, la marche vers la liberté se poursuit à un rythme régulier et constant, et aucune

puissance ne sera en mesure de l'interrompre jusqu'à ce que le colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations ait disparu. Telle est la conviction de l'Ethiopie, dont j'ai l'honneur, au nom de ma délégation et en toute humilité, de faire part à l'Assemblée, sachant pertinemment que ces faits auront leur place dans les annales de l'histoire.

287. Je voudrais maintenant présenter quelques observations sur certains des problèmes d'actualité qui subsistent pour la bonne application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

288. Il est regrettable que le Gouvernement portugais persiste à se refuser à toute coopération avec les Nations Unies en ne communiquant aucun renseignement sur les territoires qu'il a encore sous sa dépendance et en invoquant le prétexte fictif d'un "Etat unitaire".

289. On se souviendra que la France aussi considérait l'Algérie comme une partie de son territoire. Aujourd'hui, pareille thèse est insoutenable.

290. En vertu des dispositions de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, il y a obligation de communiquer des renseignements au titre de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, notamment à l'égard d'un territoire géographiquement séparé ou qui de toute autre manière est distinct du pays qui l'administre.

291. L'Angola, qui s'étend sur une superficie de 1 250 000 km² environ et dont la population est de 4 500 000 habitants est un territoire africain tombé aux mains cruelles du colonialisme. Depuis longtemps, mon pays entretient des liens d'amitié avec le Portugal. Nous aimerions que cette amitié puisse durer.

292. Toutefois, l'élimination du colonialisme est pour nous un acte de foi. Contrairement aux paragraphes 4 et 5 de la Déclaration, le Portugal a pris des mesures impitoyables de répression contre les Africains qui aspirent à l'indépendance. Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants africains ont été massacrés par les Portugais. En outre, un véritable esclavage déguisé est pratiqué en Angola.

293. Parlant du travail forcé en Angola, Henrique Galvão, un Portugais qui vaut son pesant d'or, disait au sujet de l'employeur portugais en général:

"Ce qui l'intéressait, c'était de le maintenir (il s'agit du travailleur africain) en bonne santé, de lui conserver sa force et son agilité, tout comme il l'aurait fait pour son cheval ou son taureau. Aujourd'hui, l'autochtone ne s'achète pas, on le loue simplement au gouvernement."

294. L'Assemblée n'ignore pas, j'en suis certain, que le Portugal livre une bataille perdue d'avance. Des puissances plus grandes que le Portugal qui est un petit pays se sont efforcées en vain d'aller contre le cours de l'histoire. Ma délégation reprendra cette question portugaise lorsque l'Assemblée en sera de nouveau saisie en séance plénière. Toutefois, à ce stade, il suffit de dire que la politique suivie par le Portugal en Angola est l'une des pierres d'achoppement qui font obstacle à la mise en application de la Déclaration.

295. Nous remarquons maintenant que les grandes puissances déploient tous leurs efforts pour mettre fin aux problèmes qui découlent encore de la seconde guerre mondiale. Cependant, en Afrique, nous n'avons

malheureusement pas encore pu régler un problème qui découlait de la première guerre mondiale. Je veux parler de la question du Territoire sous mandat du Sud-Ouest africain.

296. L'Article 22 du Pacte de la Société des Nations prévoyait que la puissance administrante devait appliquer le principe selon lequel le bien-être et le développement de ces peuples forment une mission sacrée de civilisation. Le deuxième paragraphe de l'article 2 du Mandat stipulait que la Puissance mandataire accroîtrait "par tous les moyens en son pouvoir, le bien-être matériel et moral ainsi que le progrès social des habitants du Territoire" soumis à ce mandat. L'Afrique du Sud n'avait aucune excuse pour ne pas remplir ses obligations. Cependant, le Gouvernement de l'Union a agi exactement à l'opposé des dispositions précitées dans son administration du Territoire sous mandat du Sud-Ouest africain. Il est triste de constater que le travail forcé est ouvertement pratiqué au Sud-Ouest africain et que le honteux système de l'apartheid a été institué par la Puissance mandataire dans le Territoire. Les salaires des Africains sont exagérément bas et les conditions de travail sont extrêmement pénibles. Le déplacement arbitraire des autochtones d'un lieu à un autre et d'une réserve à l'autre a montré à quel point la République sud-africaine méprise souverainement la Charte des Nations Unies et la Déclaration des droits de l'homme.

297. Conformément aux dispositions de l'article 4 du Mandat, l'instruction militaire des autochtones était interdite, sauf pour assurer la police locale. En outre, on ne devait établir aucune base militaire ou navale ni aucune fortification. Cependant, la Puissance mandataire a également violé cette stipulation en établissant des bases militaires, navales et aériennes dans le Territoire sous mandat du Sud-Ouest africain. On l'a fait sans aucun doute pour terroriser et intimider la population africaine. Qui plus est, cette année l'armée a en outre été chargée de garder toutes les frontières du Territoire pour en interdire l'entrée au Comité du Sud-Ouest africain, créé par l'Assemblée générale.

298. Selon les termes de la Déclaration qui figure dans la résolution 1514 (XV), le processus de libération est irrésistible et irréversible et, pour éviter de graves crises, il faut mettre fin au colonialisme et à toutes les pratiques de ségrégation et de discrimination.

299. En ce qui concerne la situation en Algérie, il serait utile de noter que ceux qui ont rédigé la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale n'ont pas cessé de penser à l'Algérie. Nous le savons parce que, du début jusqu'à la fin, nous avons suivi de très près l'élaboration de cette résolution. Ma délégation regrette par conséquent que les paragraphes 2, 4 et 6 de la Déclaration n'aient pas été respectés dans ce cas. Nous avons toujours été des amis de la France et nous le resterons, mais nous croyons aussi que les pays doivent accéder à l'indépendance et telle est notre ferme conviction. La guerre d'Algérie qui se poursuit depuis huit ans doit prendre fin rapidement. Le peuple algérien doit avoir la possibilité de déterminer lui-même quel sera son avenir, selon les principes démocratiques de libre détermination et d'égalité. Il faut sortir de l'impasse où se trouvent les pourparlers entre le Gouvernement provisoire de la République algérienne et la France, et les négociations doivent être reprises immédiatement. En outre, c'est avec un grand soulagement et un immense plaisir que nous avons appris ce matin qu'environ

4 000 combattants algériens de la liberté qui avaient héroïquement fait la grève de la faim avaient bénéficié du statut de prisonniers politiques. Ce fait est réellement un présage de bon augure particulièrement important pour l'indépendance future de l'Algérie.

300. Nous sommes heureux de noter que le président de Gaulle a déclaré il y a quelques jours à Toulon que la fin de la guerre d'Algérie était proche. Nous espérons que la France ne se laissera pas intimider par les éléments d'extrême droite, comme Salan, et qu'elle accordera l'indépendance au peuple algérien.

301. Il ne faut pas oublier que la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux proclamait "la nécessité de mettre rapidement et inconditionnellement fin au colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations".

302. Néanmoins, le néo-colonialisme s'efforce de démembrer la République du Congo (Léopoldville) en manœuvrant pour aider le mouvement sécessionniste de Tshombé qui n'est qu'un fantoche au service des hommes d'affaires belges. Nous croyons qu'en expulsant par la force les mercenaires du Katanga, les Nations Unies prépareront le retour de la paix dans ce malheureux pays.

303. Ma délégation a soigneusement examiné la proposition des Pays-Bas tendant à internationaliser l'Irian occidental. Il faut reconnaître, à en juger d'après l'attitude de coopération des colonialistes, que les Pays-Bas semblent ici faire preuve d'une certaine bonne volonté. Toutefois, si l'on étudie de près ladite proposition en la replaçant dans son contexte, c'est-à-dire compte tenu du différend opposant l'Indonésie aux Pays-Bas, on s'aperçoit que la proposition n'est en fait qu'une formule subtile visant à permettre aux néo-colonialistes de parvenir à leurs fins, qui sont de fragmenter les pays d'Afrique et d'Asie. Si nous levons le voile flatteur dont on a entouré cette proposition, nous constatons que l'objectif essentiel des Pays-Bas est d'empêcher définitivement le retour de l'Irian occidental à l'Indonésie. Nous sommes convaincus quant à nous que l'Irian occidental est plus proche de l'Indonésie que des Pays-Bas — cela est d'ailleurs évident pour toute personne capable de se faire un jugement.

304. L'Indonésie, l'un des plus farouches ennemis du colonialisme, ne peut être soupçonnée de chercher à coloniser un autre pays. Il y aurait en effet une contradiction dans les termes si l'on imputait des visées colonialistes à un pays anticolonialiste. Le seul motif que nous puissions prêter à l'Indonésie lorsqu'elle réclame l'Irian occidental, c'est qu'elle veut libérer ce territoire du colonialisme. C'est pourquoi ma délégation se range du côté de l'Indonésie sur cette question. Même en admettant qu'il existe un différend entre l'Indonésie et les Pays-Bas au sujet de la souveraineté sur l'Irian occidental, il serait déplacé de la part des Pays-Bas de remettre ce territoire à un autre pays ou, si vous préférez, à une organisation internationale, sans l'assentiment de l'Indonésie.

305. Nous aimerions naturellement voir s'établir une plus grande coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les Pays-Bas, mais cela doit se traduire par l'application correcte de la Déclaration figurant dans la résolution 1514 (XV) aux colonies néerlandaises du Surinam, de Curaçao et d'Aruba. Pourquoi les Pays-Bas ne libèrent-ils pas ces territoires? Suppose-t-on que la Déclaration ne s'applique

pas à ces territoires coloniaux? Quoi qu'il en soit, nous estimons que l'Organisation des Nations Unies doit faire appel tant aux Pays-Bas qu'à l'Indonésie pour qu'ils entament immédiatement des négociations en vue de régler leur différend relatif à l'Irian occidental. Nous sommes persuadés qu'une telle décision résoudra toutes les difficultés et permettra en définitive d'aboutir à une solution à l'amiable. Ma délégation juge intolérable et inacceptable que l'Indonésie soit harcelée pour avoir réussi à accéder à l'indépendance au prix de plus d'un demi-million de vies humaines sacrifiées pour la liberté.

306. La résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale a une importance historique car elle pose les principes de la décolonisation universelle. Cependant, cette résolution ne prévoit pas de dispositif pour l'application de ces principes à des cas précis. C'est pourquoi ma délégation a activement participé, depuis son élaboration jusqu'à sa présentation, à la préparation du projet de résolution [A/L.366 et Add.1] que nous avons rédigé pour en saisir l'Assemblée aujourd'hui.

307. Ce projet de résolution recommande dans son dispositif la création d'un comité spécial de 17 membres qui seront désignés par le Président au cours de la présente session. Le paragraphe 4 du dispositif renferme un projet de mandat. On prévoit que le comité sera chargé du dispositif d'application de la Déclaration sur le colonialisme. En outre, le comité est autorisé à formuler des recommandations et des suggestions dans des cas particuliers. Le comité aura besoin de la collaboration de tous les

Membres de l'Organisation des Nations Unies, notamment des puissances coloniales qui administrent actuellement des territoires encore dépendants. En vertu du paragraphe 6 du dispositif, le comité est autorisé à se réunir, si besoin est, en tout autre lieu que le Siège des Nations Unies, en consultation avec les autorités compétentes, afin de pouvoir s'acquitter efficacement de ses fonctions.

308. Pour en revenir au paragraphe 2 du dispositif, le projet de résolution invite toutes les puissances coloniales à agir sans plus tarder afin de mettre la Déclaration en application. Il stipule que les puissances coloniales doivent appliquer ce texte scrupuleusement. Je tiens à souligner ce terme "scrupuleusement", car il importe avant toute chose que la Déclaration soit appliquée scrupuleusement. A ce propos, ma délégation croit que ce nouveau comité spécial dont la création est prévue dans ledit projet de résolution que nous avons l'honneur de présenter à l'Assemblée aujourd'hui permettra d'atteindre les buts visés au point 22 de l'ordre du jour, c'est-à-dire "Assistance à l'Afrique: a) programme des Nations Unies pour l'indépendance". Il est bien entendu que le comité spécial ne sera pas exclusivement au service de l'Afrique, mais qu'il aidera les mouvements de libération dans le monde entier.

309. En terminant, je tiens à exprimer sincèrement l'espoir que les efforts déployés pour liquider le colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations seront bientôt couronnés de succès.

La séance est levée à 19 h 35.